

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR (U.C.A.D.)



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FA.S.E.G.)

PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE INTERUNIVERSITAIRE (P.T.C.I.)

Mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies (D.E.A.) en macro-économie appliquée

option : Monnaie-Finances-Banque

Spécialisation : Finances Publiques

THEME :

**IMPACT DES DEPENSES BUDGETAIRES SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE : LE CAS DU BURKINA FASO**

Présenté et soutenu publiquement par GUIRA Seydou, étudiant de la quatrième promotion du P.T.C.I. de Dakar.

Directeur de recherche

M. Moustapha KASSE
Professeur Agrégé

Membres du jury

Président : **M. Moustapha KASSE**
Professeur Agrégé

Suffragants : **M. Abdoulaye DIAGNE**
Maître de Conférences Agrégé

M. A. Aly MBAYE
Maître de Conférences Agrégé

DECEMBRE 1999

DEDICACES

- ♣ *A Dieu, le tout puissant, le clément, le miséricordieux qui a toujours guidé mes pas.*

- ♣ *A la mémoire de mon père, feu ~~GU~~ RA
Yaya, qui, de par ~~sa~~ profession de professeur, m'a donné le goût du travail.*

- ♣ *A ceux dont l'action concourt au triomphe du bien.*

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le fruit de la contribution matérielle, financière, morale et physique de plusieurs personnes.

Pour ce faire, je tiens à remercier tous les membres de ma famille (grand-mère, mère, sœurs, frères, tantes, oncles, cousins, cousines...) ainsi que tous mes amis qui m'ont toujours encouragé et soutenu dans mes initiatives en ce qui concerne les études.

Ma formation au Programme de Troisième Cycle Inter-universitaire (P.T.C.I.), je la dois à l'Ambassade Royale de Danemark au Burkina Faso, en particulier à Madame BENTE SCHILLER, premier conseiller de la dite représentation diplomatique, grâce à qui j'ai pu bénéficier de conditions matérielles et financières satisfaisantes. L'appui de mon Directeur Général (Monsieur Patrice NIKIEMA) et de mon Directeur de Service (Monsieur Alexis. K. YANOOGO) reste inestimable.

Le parcours m'ayant conduit jusqu'au D.E.A. résulte de la patience et de la persévérance de mes différents encadreurs depuis l'école primaire jusqu'au supérieur en passant par l'Ecole Nationale des Régies Financières (E.NA.RE.F.) où j'ai été initié au cours de finances publiques par les professeurs YANOOGO Amadou Vincent et PODA Der Rogatien. A tous ces formateurs, je leur dis grand merci.

Le travail proprement dit a été appuyé par certains professeurs, qui, à travers leurs remarques pertinentes m'ont permis de réaliser ce mémoire que je considère comme un produit semi-fini car perfectible. A ces professeurs que sont Monsieur Karamoko KANE (Directeur de P.T.C.I.) et Monsieur Kimseyinga SAWADOGO (Doyen de la Fa.S.E.G. de Ouagadougou), je leur

prie de trouver ici l'expression de toute ma reconnaissance et de tout mon respect.

La recherche documentaire quant à elle, a été facilitée grâce à la disponibilité et à la compréhension de Monsieur ANDRE du Service des Archives du Ministère chargé des Finances.

Des remerciements particuliers s'adressent à mon directeur de mémoire le Professeur Moustapha KASSE, Doyen de la Fa.S.E.G. de Dakar qui, en plus du rôle d'encadreur, a été l'acteur principal de mon inscription au P.T.C.I.. Je ne peux oublier sa secrétaire Mireille GONÇALVES qui a été chaque fois à notre écoute et toujours disponible.

TABLE DES MATIERES

DEDICACES.....	I
REMERCIEMENTS.....	II
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE I : LA POLITIQUE DES DEPENSES BUDGETAIRES AU BURKINA FASO DEPUIS 1983.....	9
SECTION I) LA POLITIQUE DES DEPENSES BUDGETAIRES DURANT LA PERIODE D'AUTO-AJUSTEMENT (1983-1991).....	10
§1- La réduction des dépenses de consommation.....	11
§2- L'accroissement des dépenses d'investissement.....	14
A- Le Programme Populaire de Développement.....	14
B- Le 1 ^{er} Plan Quinquennal de Développement Populaire.....	15
SECTION II) LA POLITIQUE DES DEPENSES BUDGETAIRES DURANT LA PERIODE DE L'AJUSTEMENT ASSISTE(DE 1991 A NOS JOURS).....	16
§1-La réduction des dépenses de consommation.....	17
§2- L'accroissement des dépenses d'investissement.....	19
A- Première catégorie de projets.....	19
B- Deuxième catégorie de projets.....	21
C- Troisième catégorie de projets.....	21
SECTION III) FORCES ET FAIBLESSES DES POLITIQUES DE DEPENSES BUDGETAIRES MENEES DEPUIS 1983.....	22
§1- Cas de l'auto-ajustement structurel.....	22
A- Avantages de l'auto-ajustement structurel.....	23
a- L'indépendance vis-à-vis des institutions de Bretton Woods.....	23
b- L'utilisation judicieuse des ressources disponibles.....	24
B- Inconvénients de l'auto-ajustement structurel.....	24
§2- Cas de l'ajustement assisté.....	25
A-Avantages de l'ajustement assisté.....	26
B-Inconvénients de l'ajustement assisté.....	26
CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTERATURE ET METHODOLOGIE.....	28
SECTION I) REVUE DE LA LITTERATURE.....	28
§1- Relation entre consommations publique et privée.....	29
§2- Relation entre investissements publics et privés.....	31
§3- Relation entre investissements publics et productivité du secteur privé.....	35
§4- Relation entre dépenses sectorielles de personnel et le niveau de la production.....	37

SECTION II) APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	39
§1- Demande globale et politique budgétaire.....	40
A- La fonction d'investissement privé.....	41
B- La fonction de consommation privée.....	46
§2- Relation entre dépenses budgétaires d'investissement et productivité du secteur privé.....	50
§3- Relation entre dépenses sectorielles de personnel et niveau de la production.....	51

**CHAPITRE III : VERIFICATION EMPIRIQUE, ANALYSE ET INTERPRETATION
DES ESTIMATIONS ECONOMETRIQUES-RECOMMANDATIONS.55**

SECTION I) PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS ECONOMETRIQUES.....	57
§1- Les effets des dépenses budgétaires sur la demande globale.....	57
A- Relation entre investissements publics et privés.....	57
B- Relation entre consommations publique et privée.....	61
§2- Dépenses budgétaires d'investissement et productivité du secteur privé.....	67
§3- Dépenses budgétaires de personnel et choix des secteurs de concentration.....	70
SECTION II) RECOMMANDATIONS.....	75
§1- Politiques à adopter en matière de consommation publique.....	77
§2- Politiques à adopter en matière d'investissements publics.....	80
CONCLUSION.....	83
Bibliographie.....	87
Annexes.....	90

INTRODUCTION GENERALE

Depuis son accession à l'indépendance en 1960 jusqu'à nos jours, le Burkina Faso a toujours fait partie du groupe des pays à faible revenu. Son revenu par tête d'habitant était estimé selon les données du Comité de Prévision, de Conjoncture et de Surveillance Multilatérale à 229\$ en 1996⁽¹⁾. Cette situation s'explique par le niveau du P.I.B. qui est très bas (1 208 milliards de FCFA en 1996) et qui augmente très peu (ou même diminue pendant certaines années comme en 1990) alors que la population ne cesse de croître à un taux annuel moyen de 2,5%. Ainsi, le taux de croissance du revenu par tête a atteint des valeurs négatives de 2,6% ; 2,9% et 2,2% respectivement en 1985, 1986 et 1990 ⁽²⁾.

L'analyse du P.I.B. montre qu'il est dominé principalement par deux secteurs : le secteur primaire (l'agriculture et l'élevage) d'une part ; le secteur tertiaire (services, administration, institutions privées sans but lucratif) d'autre part. Ces deux secteurs contribuent en moyenne respectivement pour 39,6% et 43% au P.I.B.⁽³⁾.

Dans un pays où presque 80% de la population vit en zone rurale, l'évolution du P.I.B. ne peut être que fortement liée aux activités principales se menant dans cette zone (agriculture et élevage).

⁽¹⁾ On distingue, selon le revenu, les pays dotés de faibles revenus (inférieur à 675\$ par habitant) ; les pays à revenu intermédiaire (revenu par habitant compris entre 675 et 8 000\$) et les pays à revenu élevé (revenu individuel dépassant 8 000\$).

⁽²⁾ Source : rapport N°7594-BUR BURKINA FASO MEMORANDUM ECONOMIQUE (décembre 1994).

⁽³⁾ Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie (1996) .

Cependant, la production agricole et l'élevage sont soumis le plus souvent aux conditions climatiques qui n'ont pas toujours été bonnes : c'est le cas des sécheresses de 1973 et 1984.

Principal moteur de l'économie burkinabé (de 1982 à 1987), le secteur primaire a enregistré un taux de croissance moyen de 5,4% par an alors que le taux de croissance de l'économie n'a été que de 4,3%⁽⁴⁾.

La production agricole longtemps destinée à l'autoconsommation, est de nos jours orientée vers les cultures de rente (pourvoyeuses de devises), plus précisément celle du coton. Sa production a été estimée par la Société des Fibres et Textiles du Burkina Faso (SO.FI.TEX) à 300 000 tonnes environ en 1997. Ce changement de tendance se fait au détriment des productions vivrières et a pour conséquence l'augmentation du déficit céréalier d'où un recours à des importations massives (24,7 milliards de F CFA en 1996).

L'élevage quant à lui, connaît un boom avec un taux de croissance des effectifs estimé à 2,5% par an. Sa part dans les exportations du pays est estimée à 25% selon les données de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (I.N.S.D.). De nos jours, les ovins, les bovins, les caprins et les volailles sont en grande partie exportés vers la Côte d'Ivoire, surtout depuis l'avènement de la dévaluation. En effet, avec la modification de la parité du franc CFA, les importations des viandes en provenance du Burkina Faso sont devenues avantageuses pour la Côte-d'Ivoire par rapport aux importations extra-africaines.

En plus de ce facteur économique, il faut mentionner l'effet de la normalisation des relations politiques entre les deux pays⁽⁵⁾.

⁽⁴⁾ Source : rapport N°7 594-BUR BURKINA FASO MEMERANDUM ECONOMIQUE (décembre 1994).

⁽⁵⁾ Avec l'avènement de la révolution d'août 1983, les autorités burkinabé avaient opté pour une politique visant à produire et à consommer local. Cette mesure a eu pour conséquence une diminution des importations en provenance de la Côte d'Ivoire. En réponse à une telle mesure, les autorités ivoiriennes ont comprimé également leurs importations en provenance du Burkina Faso, cela jusqu'au changement de régime en octobre 1987.

En ce qui concerne le secteur tertiaire et plus particulièrement l'administration publique, elle est l'un des plus grands employeurs du secteur moderne, avec un effectif de 45 534 fonctionnaires en 1996 pour une masse salariale de 70,8 milliards de francs CFA⁽⁶⁾. Elle surclasse ainsi en second rang le secteur privé moderne qui est toujours à un stade embryonnaire. Sur le plan de l'emploi, l'Etat avait toujours procédé à des recrutements systématiques à la sortie de l'Université jusqu'au début des années 80. Ce n'est qu'avec la crise des décennies 80 que les recrutements systématiques furent abandonnés et ceux sur concours furent limités uniquement aux régies financières, à la santé et à l'éducation. Pour ce qui concerne les autres secteurs, ils bénéficient quelques fois de recrutements, mais ces dits recrutements ne sont pas organisés annuellement comme c'est le cas pour les secteurs susmentionnés.

Au-delà de l'emploi que l'Etat garantissait, son intervention dans la vie économique avait toujours été forte. Ainsi, on le retrouvait dans tous les secteurs de l'économie. Le secteur industriel par exemple était marqué par la forte présence des entreprises publiques qui, aujourd'hui, pour la plupart sont en faillite, en liquidation ou en cours de privatisation.

Malgré la signature du Programme d'Ajustement Structurel en 1991, l'intervention de l'Etat (même si elle a pris une autre orientation) n'a cessé de croître. Cette évolution confirme la thèse de WAGNER qui disait que les dépenses publiques ont une tendance naturelle à augmenter au fil du temps. C'est ainsi que de 1991 (année de signature du P.A.S.) à 1997, les dépenses budgétaires ont plus que doublé passant de 176,5 milliards de FCFA à 397,9 milliards de FCFA⁽⁷⁾. Cette augmentation des dépenses budgétaires peut s'expliquer en partie par la décote du FCFA qui est intervenue en janvier 1994.

⁽⁶⁾ source : Institut National de la Statistique et de la Démographie(1997)

⁽⁷⁾ Source : loi de finances initiales.

En dépit de l'intervention croissante de l'Etat qui se vérifie par l'évolution des crédits accordés aux dépenses budgétaires, la variation du niveau du P.I.B. n'a pas été de même.

Dans la majeure partie des pays en voie de développement, comme au Burkina Faso d'ailleurs, les résultats économiques obtenus par les pouvoirs publics par le biais des dépenses budgétaires ont été peu satisfaisants pendant longtemps. Les contre-performances de l'économie avaient été pendant longtemps expliquées par des facteurs externes tels que l'augmentation des taux d'intérêts mondiaux, le durcissement des conditions d'accès aux marchés financiers internationaux, le protectionnisme et l'effondrement organisé des cours des matières premières... Cependant, beaucoup d'économistes soutiennent de nos jours que les politiques menées par ces pays pouvaient constituer l'une des principales causes : les faiblesses n'étaient donc pas uniquement conjoncturelles, mais résultaient de distorsions structurelles profondes.

En appui à cette analyse, notons que pour une variation des dépenses budgétaires de 9,8 milliards de FCFA à 397,9 milliards FCFA (soit un taux de croissance de 3 960,2%) entre 1970 et 1997, le P.I.B. n'a varié que de 98,749 milliards de FCFA à 1 400 milliards de FCFA (soit un taux de croissance de 1 317,7%) durant cette même période. Au cours de certaines années, le taux de croissance économique a même été négatif (1980, 1984, 1990) alors que les dépenses budgétaires connaissaient une forte croissance.

L'ampleur de ces croissances n'est donc pas la même. On est alors tenté de se demander si les dépenses budgétaires (même si elles ne sont pas les seules à agir) ont des effets (positifs) appréciables et proportionnels sur le taux de croissance de l'économie. Se pose alors un problème d'affectation des ressources car si le secteur public utilise inefficacement les ressources nationales qui sont d'ailleurs si modestes, il faut alors mieux les répartir ou les orienter vers le secteur privé. Cela peut se faire par exemple en imposant moins

les entreprises privées. L'Etat peut également se désengager progressivement de l'activité économique en privatisant les entreprises publiques. En effet, l'entretien de ces entreprises est considéré comme une source d'augmentation des dépenses budgétaires

Sur le plan théorique, l'évolution croissante du niveau des dépenses budgétaires n'est pas soutenue par tous les courants de pensée économique. En effet, il n'existe pas une unanimité quant aux impacts des dépenses budgétaires sur la croissance économique. Ceux qui s'opposent à l'augmentation des dépenses budgétaires ainsi que ceux qui la soutiennent, fondent pourtant leurs arguments sur les effets qu'elles sont censées exercer sur certaines variables macro-économiques comme le niveau de la production.

Ainsi, les keynésiens traditionnels [KEYNES J. M. (1936); R. W. CLOWER (1965); A. LEIJONHUFVUD (1968)...] et les néo-keynésiens [D. ROMER(1993); B. GREENWALD et J.E.STIGLITZ (1992)...] estiment que la politique budgétaire reste le principal outil d'intervention des autorités en vue d'orienter l'activité économique et d'atteindre certains objectifs préalablement fixés. Selon eux, les dépenses budgétaires peuvent servir à relancer l'activité économique de même qu'à réduire le chômage.

Quant aux monétaristes [M. FRIEDMAN (1968); E. PHELPS (1967)...] et aux théoriciens des anticipations rationnelles [MUTH (1961), R. E. LUCAS et T. J. SARGENT (1972), (1980); KYDLAND. F et E. PRESCOTT (1977); J. R. BARRO (1974)...], ils mettent l'accent sur les effets pervers des dépenses budgétaires. Ils soutiennent que les dépenses budgétaires peuvent produire des effets d'éviction ou ne produisent aucun effet sur l'activité économique.

Cependant, ces courants de pensée économique ne font pas une distinction entre les différents types de dépenses. Les dépenses budgétaires sont considérées dans leur globalité ce qui ne permet pas d'affiner l'analyse.

En ce qui concerne les théoriciens de la croissance endogène [ROMER (1986), (1990) ; BARRO et SALA-I-MARTIN (1990) ; LUCAS (1988)...] qui ont réhabilité l'Etat dans son rôle économique, ils n'ont pas pu cibler de façon précise les domaines sur lesquels l'accent doit être mis. Cependant, dans leur ensemble, ils soutiennent que les dépenses d'investissements publics peuvent stimuler la croissance économique.

Face à cette incertitude sur le plan théorique, on est tenté de se demander si les dépenses budgétaires peuvent avoir des effets positifs sur la croissance économique.

Cette inquiétude est d'autant fondée si l'on sait que des études empiriques ont donné des résultats nuancés. Ces études de cas menées par certains économistes tels que BLEJER et KHAN (1984), KARRAS (1984), DEVARAJAN et al (1986) sur des pays en voie de développement, mettent l'accent sur la structure et le niveau des dépenses publiques ainsi que sur les caractéristiques de l'économie étudiée pour prédire les effets de l'intervention de l'Etat sur la croissance économique.

Compte tenu du contexte d'ajustement structurel dans lequel évolue l'économie burkinabé, contexte marqué par la volonté des institutions de BRETTON WOODS d'accorder un grand rôle au secteur privé (secteur qui était négligé, voire étouffé) et de maîtriser les dépenses budgétaires en les concentrant sur celles qui sont productives, nous essayerons tout au long de notre travail d'apporter des réponses aux questions suivantes (qui d'ailleurs constituent nos objectifs spécifiques) :

- dans quel sens les dépenses budgétaires courantes et celles d'investissements agissent-elles sur le comportement du secteur privé (respectivement sur la consommation privée et l'investissement privé) ?

- les dépenses budgétaires d'investissements agissent-elles et dans quel sens sur la productivité du secteur privé ?

- quelle (s) dépense (s) sectorielle (s) de personnel l'Etat doit-il privilégier afin d'insuffler à l'économie une croissance économique soutenue et durable ?

Comme nous l'impose donc le contexte d'étude, c'est principalement une démarche indirecte que nous allons adopter (voir questions de recherche). Cette démarche indirecte consistera à estimer l'impact des variables budgétaires sur les composantes du P.I.B. de même qu'à mesurer l'externalité des dépenses d'investissements publics. L'impact direct d'une catégorie très sensible des dépenses budgétaires (les dépenses de personnel) sur le P.I.B. nous intéressera également dans cette étude.

L'intérêt que nous portons à ce travail réside dans le fait que la politique budgétaire est l'un des principaux instruments sur lequel l'Etat peut facilement agir, à l'opposé de la politique monétaire car le Burkina Faso se trouve dans une zone monétaire qu'est la zone de la Communauté Financière d'Afrique. Même si dans cette zone il existe des critères de convergence ⁽⁸⁾, une certaine flexibilité est accordée quant à la composition des dépenses budgétaires.

Le choix a porté sur les dépenses budgétaires uniquement et non l'ensemble du budget (dépenses et ressources) car il est parfois difficile ou inopportun d'augmenter les recettes : si la charge fiscale est assez lourde, tout relèvement des taux d'imposition peut avoir une incidence très négative sur les incitations et des effets néfastes sur la croissance. En outre, il n'est pas absolument certain qu'à court terme les recettes augmentent. Concrètement les mesures doivent viser à maîtriser les dépenses budgétaires. C'est d'ailleurs

⁽⁸⁾ Les critères de convergence de l'U.E.M.O.A. prévoient entre autres : un ratio masse salariale/recettes fiscales de moins de 40% ; le ratio solde primaire de base/recettes fiscales doit être au moins égal à 15% ; le ratio investissement sur ressources intérieures/recettes fiscales doit être de moins de 20%.

pour ces raisons que les politiques de dépenses publiques jouent un rôle important dans les P.A.S⁽⁹⁾.

Pour aborder le sujet, notre travail va se structurer en trois chapitres :

- le premier chapitre va présenter la politique des dépenses budgétaires au Burkina Faso depuis 1983 ;

- dans le deuxième chapitre nous ferons la revue de la littérature et nous construirons des modèles de transmission des effets de la politique budgétaire ;

- le troisième chapitre présentera les résultats des estimations des modèles construits. De l'analyse et de l'interprétation de ces résultats, nous ferons des recommandations.

⁽⁹⁾ Peter S. Heller : Analyse et ajustement des dépenses publiques dans les P.M.A, Finances et Développement, Vol. 22, N°2, juin 1985.

CHAPITRE I

LA POLITIQUE DES DEPENSES BUDGETAIRES AU BURKINA FASO DEPUIS 1983

L'économie burkinabé, à l'image de celle de la plupart des pays africains était caractérisée (avant la signature du P.A.S.) par la présence de l'Etat dans tous les secteurs. Ainsi, les pouvoirs publics intervenaient dans des domaines où l'intervention du secteur privé serait plus efficace : c'est le cas par exemple de son intervention dans certaines entreprises publiques qui, pour survivre, avaient besoin aussi bien des subventions d'exploitation que des subventions d'équipement. De même, des hauts niveaux de dépenses de personnel, une augmentation régulière des dépenses de transferts... étaient observés. La conséquence immédiate était un accroissement de certaines catégories de dépenses budgétaires et une dégradation des finances publiques car les ressources augmentaient peu.

Pour faire face à cette situation de déséquilibre permanent et persistant des finances publiques entre autres, l'Etat opéra un auto-ajustement de 1983 à 1991. Suite aux difficultés rencontrées dans l'application de l'auto-ajustement, les autorités signèrent le P.A.S. avec les institutions de BRETTON WOODS en 1991.

A travers ce chapitre, nous allons donc présenter dans une première section la politique des dépenses budgétaires durant la période de l'auto-ajustement. La deuxième section quant à elle, s'attellera à faire le point sur la

politique des dépenses budgétaires depuis l'intervention des institutions de BRETTON WOODS. La troisième section, plus générale, fera un aperçu sur les avantages et les inconvénients aussi bien de l'auto-ajustement que de l'ajustement assisté.

Le choix de la période est dû au fait qu'avant 1983 il n'y avait réellement pas de politique budgétaire. La première tentative d'ajustement budgétaire (diminution des salaires) conduisit à une grève générale et à la chute du gouvernement le 3 janvier 1966, d'où une méfiance des régimes successifs. Ce n'est qu'avec l'avènement de la Révolution Démocratique et Populaire (le régime du capitaine Thomas SANKARA) que des mesures rigoureuses furent entreprises et appliquées.

SECTION I) LA POLITIQUE DES DEPENSES BUDGETAIRES **DURANT LA PERIODE D'AUTO-AJUSTEMENT(1983-** **1991)**

L'auto-ajustement consiste pour un pays à entreprendre l'ajustement structurel par ses propres moyens, sans l'assistance des institutions de BRETTON WOODS. Il s'est opéré au Burkina Faso pratiquement durant la période révolutionnaire et avait pour slogans : « comptons d'abord sur nos propres forces » ; « produisons et consommons burkinabé ».

Des mesures particulières (qui rompaient avec les politiques antérieures) étaient mises en place et appliquées afin que les objectifs fixés soient atteints. Ces mesures portaient aussi bien sur la volonté de la réduction des dépenses de consommation que sur celle d'accroissement des dépenses d'investissement.

§1- La réduction des dépenses de consommation

En vue de la limitation rigoureuse des dépenses de consommation dans leur ensemble, un certain nombre de mesures étaient prises par les autorités nationales. Parmi celles-ci, on peut citer :

- la réduction du train de vie de l'Etat. Ainsi, ceux qui étaient nommés au poste de ministre ne percevaient pas une rémunération spécifique à cette fonction. Ils continuaient de percevoir le salaire relatif à leur grade d'avant nomination (plus des indemnités de fonction).

De plus, ils avaient comme voitures de fonction des Renaults 5 qui consommaient moins de carburant que les autres voitures.

- l'abattement des indemnités de logement (de 25 à 50%) servies aux agents burkinabés des services publics et des organisations internationales. Cette retenue permettait d'alimenter le fonds de l'habitat. Les économies réalisées en 1985 suite à ces mesures ont été d'environ 3 milliards de FCFA⁽¹⁰⁾.

Les indemnités qui représentaient environ 20% des salaires ont été largement affectées par l'auto-ajustement : c'est le cas par exemple des indemnités de risque servies aux militaires qui ont été supprimées.

De plus, des efforts particuliers étaient faits pour recenser tous les agents de l'Etat qui étaient logés par l'administration, afin qu'ils ne continuent pas de percevoir les indemnités de logement comme cela se passait auparavant.

⁽¹⁰⁾ Cette mesure a fait l'objet de controverses, notamment le soulèvement des militaires au mois de juillet 1999. Ils furent remboursés le même mois.

- la suppression à partir de 1989 de l'attribution systématique de la bourse à tout titulaire du BAC et qui remplissait le critère d'âge (22 ans). Seuls les 1000 premiers admis pouvaient bénéficier de la bourse.

De plus, un effort a été fait pour doter l'université nationale de nouvelles facultés afin de réduire les coûts de formation à l'étranger.

- le rationnement de l'utilisation des biens publics. Ainsi, le climatiseur ne devait fonctionner que du 1^{er} Avril au 15 Juin de l'année afin d'éviter l'utilisation abusive qui en était faite.

- l'adoption d'une contribution exceptionnelle du 1/12 du salaire des agents de catégories A et B et du 1/24 du salaire des agents des autres catégories. Cette retenue permettait à l'Etat de réaliser certains investissements d'où sa dénomination d'Effort Populaire d'Investissement (E.P.I.).

- la réduction de l'âge de la retraite de 55 à 53 ans. Cette mesure permettait, somme toute, de recruter des jeunes diplômés qui percevaient moins que ceux qui partaient à la retraite, d'où une diminution sensible des dépenses de personnel.

- la suppression du paiement systématique des charges familiales pour tous les enfants des fonctionnaires. Seuls six enfants au maximum étaient pris en compte.

- l'application des mesures de compression des agents véreux de l'administration. Ainsi, les agents de l'Etat dont la productivité était très faible

des suites de laxisme, les agents corrompus...étaient exclus de l'effectif de l'administration publique ⁽¹¹⁾.

Cependant, avec le mouvement de la rectification intervenu en octobre 1987 (changement de régime), la plupart de ceux qui avaient perdu leur emploi furent réintégrés. Ainsi, le taux de la masse salariale est passé de -2% au cours de la période révolutionnaire (1983-1987) à 9% au cours de la période de rectification. De même, le nouveau gouvernement procéda à une augmentation des salaires de l'ordre de 4% pour les agents de catégorie A, 6% pour les agents de catégorie B et 8% pour les agents des catégories C, D, E. Ces mesures à n'en pas douter, avaient un mobile politique plutôt qu'économique.

- la conduite des opérations de billeting pour découvrir les travailleurs fantômes. Ainsi, les agents qui n'étaient plus en activité et qui continuaient à percevoir (par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'autres personnes) leur salaire ne devaient plus émarger au budget de l'Etat.

- l'avancement sans incidence financière qui a fait économiser à l'Etat en 1985 seulement, une somme de 2 milliards de FCFA.

- la suppression progressive des subventions aux sociétés d'Etat et la tenue permanente des débats sur ces dites sociétés. Cela permettait de faire le diagnostic de ces sociétés et de prendre des mesures nécessaires pour assurer leur bonne gestion. De ces débats, il en est ressorti la nécessité de diminuer les salaires et autres avantages dont bénéficiaient les agents des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (E.P.I.C.).

⁽¹¹⁾ L'expérience a malheureusement montré que certaines sanctions étaient prises uniquement dans l'intention de se régler les comptes.

A côté de ces mesures (non exhaustives) de réduction des dépenses de consommation, étaient prises des décisions visant à accroître le niveau des dépenses d'investissements.

§ 2- L'accroissement des dépenses d'investissement

Au cours de la période de l'auto-ajustement, deux principaux instruments ont été employés par le gouvernement pour organiser et coordonner la programmation des investissements publics : il s'agit du Programme Populaire de Développement (P.P.D.) et du premier Plan Quinquennal de Développement Populaire (P.Q.D.P.).

A- Le Programme Populaire de Développement

Le P.P.D. d'un montant total de 142,6 milliards de FCFA, couvrait une période de 15 mois (1^{er} octobre 84 au 31 décembre 85). Il était organisé autour de trois éléments fondamentaux : le programme de base ; le programme d'appui et les projets d'intérêt national.

- Le programme de base ou programme de province consistait à mobiliser les ressources nationales dans le cadre de la politique de concertation englobant non seulement tous les ministères et organismes publics concernés, mais aussi l'ensemble du corps politique et des collectivités locales jusqu'au niveau du village. C'était un ensemble de projets initiés par les provinces et dont l'exécution leur incombait presque exclusivement. L'objectif était de donner une solution adéquate aux problèmes immédiats des masses rurales.

De par son contenu, le programme de base visait : à tester la capacité de mobilisation du peuple à participer à l'effort de développement national ; à lui donner confiance et à revaloriser le facteur travail comme moyen

d'émancipation et de progrès, en comptant principalement sur ses propres forces.

- Le programme d'appui coordonnait l'aide extérieure et l'utilisait conformément aux principaux objectifs économiques et sociaux du pays. Ce programme regroupait deux volets : il y avait d'une part les projets susceptibles de compléter ou de renforcer les effets du programme de base ; et d'autre part les projets d'infrastructures socio-économiques initiés par les autorités centrales.

- Les projets d'intérêt national concernaient des grands projets de priorité nationale tels que les barrages de Bagré et de Kompienga, le chemin de fer du Sahel.

Malgré les efforts entrepris, le P.P.D. n'a été exécuté qu'à hauteur de 80 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 56,10%.

Pour ce qui est des taux d'exécution par secteur, les performances suivantes ont été enregistrées : transport (77%) ; agriculture et élevage (65 %) ; ressources humaines (65%) ; hydraulique (28%) ; projets de priorité nationale (21%).

B- le 1^{er} Plan Quinquennal de Développement Populaire

Après l'expérience du P.P.D., il fut lancé un pari sur l'avenir avec le premier P.Q.D.P.(1986-1990). La philosophie et l'élaboration de ce plan quinquennal tiraient leur fondement du développement participatif du P.P.D.

En ce qui concerne le taux d'exécution par secteur, il a été relativement élevé dans le cas de l'hydraulique (68%), de la santé et des affaires sociales (67%), des transports et télécommunications (64%), de l'énergie (61%). Tous

ces secteurs occupaient une place importante. Cependant, l'accent était surtout mis sur la politique de l'hydraulique villageoise d'une part et sur la santé d'autre part. Par ailleurs, le Burkina Faso étant un pays enclavé et arriéré, les secteurs de transport et télécommunication et de l'énergie demeuraient une préoccupation pour les autorités.

Quant aux autres secteurs, notons que les taux d'exécution ont été moyens dans le cas des travaux publics (53%) ; des mines (51%). Ils ont été faibles dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage (40%) ; de l'industrie (26%) et de l'éducation (9%).

Malgré les efforts consentis durant la période de l'auto-ajustement, certains problèmes n'avaient pas trouvé de solutions favorables. A cet effet, les autorités ont eu recours aux institutions de BRETTON WOODS qui ont également influencé la politique des dépenses budgétaires.

SECTION II) LA POLITIQUE DES DEPENSES BUDGETAIRES

DURANT LA PERIODE DE L'AJUSTEMENT ASSISTE **(DE 1991 A NOS JOURS)**

Cette période voit l'intervention des institutions de BRETTON WOODS dans la conduite de la politique économique du Burkina Faso. Ainsi, des mesures ont été définies et mises en œuvre par le gouvernement dans le cadre du P.A.S. Elles visaient à maîtriser les dépenses budgétaires et à modifier leur structure pour mieux tenir compte de leur impact sur l'économie.

On assista à un renforcement de la politique déjà entamée depuis 1983, mais cette fois-ci avec un apport financier et technique très substantiel des bailleurs de fonds extérieurs. La volonté a été toujours de diminuer les dépenses de consommation et d'accroître les dépenses d'investissement.

§1-La réduction des dépenses de consommation

Dans le cadre du P.A.S., un ensemble de mesures a été pris pour limiter la croissance des dépenses de consommation. Parmi ces mesures, on a :

- la révision du point indiciaire ⁽¹²⁾ qui a été ramené de 2132 à 1919 en 1992. Cependant, avec la dévaluation intervenue en Janvier 1994, les autorités sont revenues sur l'ancien point indiciaire c'est-à-dire 2132 et ont augmenté les salaires de 4 à 8%.

- la forte diminution des indemnités entre 1991 et 1993 passant de 9 milliards de FCFA à 3,8 milliards de FCFA, soit une baisse de plus de 50% imputable aux indemnités de sujétion et de logement.

- la limitation des recrutements aux seuls secteurs jugés prioritaires, en l'occurrence ceux contribuant au développement et à l'amélioration de la qualité des ressources humaines (éducation, santé) et les régies financières.

- la réalisation d'une opération billettage en mars 1995, complétée par un recensement général des agents de la fonction publique en juin 1995. Ces dispositions avaient pour objectif de démasquer les agents "fantômes".

- la suspension des communications téléphoniques en dehors de la localité où se trouve le service de l'agent public, sauf pour les ministres, les

⁽¹²⁾ Le point indiciaire sert à calculer le salaire mensuel de l'agent public en appliquant la formule suivante : Salaire mensuel = (indice x point indiciaire)/12. L'indice résulte d'un système complexe de calcul qui tient compte de la position de l'agent (catégorie, grade, classe, échelon). Quant au point indiciaire, il est commun pour tous les salariés.

secrétaires généraux, les directeurs généraux. En effet, avant le P.A.S., le téléphone était abusivement utilisé dans les différents ministères. Avec la nouvelle mesure, les facilités de communication téléphonique ont été réduites par l'installation d'un nouveau standard du gouvernement.

- l'adoption d'un nouveau régime d'attribution des bourses en 1993 et la modification de son taux . Ainsi, les nouveaux bacheliers doivent obtenir une moyenne d'au moins 12/20 au baccalauréat et être parmi les 500 premiers. Pour ce qui concerne le taux, il est passé de 37 500 FCFA pour les premier et deuxième cycles et 48 500 FCFA pour le troisième cycle à un taux de 25 000 FCFA pour la première année. Cependant, une augmentation progressive de ce taux de 5 000 FCFA est accordée à chaque passage en classe supérieure.

- la réduction des subventions accordées aux entreprises publiques déficitaires. Cette mesure transitoire aboutira ultérieurement à la privatisation d'un grand nombre de ces entreprises. Ainsi, par suite d'appels d'offre, plusieurs entreprises ont été la propriété du secteur privé. Signalons cependant que le processus de privatisation a rencontré beaucoup d'obstacles et continue d'en rencontrer car d'une part il conduit au licenciement de certains travailleurs ; d'autre part la population pense qu'il va conduire à l'augmentation du prix de certains biens et services que le secteur public fournissait. C'est ainsi que les sociétés chargées de l'électricité, de l'eau et du téléphone, malgré les différents appels des institutions de BRETTON WOODS, n'ont pas encore été privatisées.

Parallèlement à ces mesures visant à réduire les dépenses de consommation, le gouvernement a mis un accent particulier sur les dépenses d'investissement.

§ 2- L'accroissement des dépenses d'investissement

L'élaboration d'un budget d'investissement avec l'assistance technique de la Banque Mondiale et du F.M.I. témoigne de l'importance accordée à cette catégorie de dépenses dans le cadre du P.A.S. Ce budget prend en compte l'ensemble des investissements de l'Etat, toute source de financement confondue.

Le P.A.S. qui a été entrepris en 1991 l'a été concomitamment avec le deuxième P.Q.D.P. qui s'est voulu le continuateur du plan quinquennal précédent. Cependant, ce deuxième plan évoluera dans un contexte où un rôle primordial a été accordé au secteur privé dans la construction du développement. Les politiques budgétaires menées consistaient en une inscription préalable au programme d'investissement public(P.I.P.).

Les projets qui devaient être exécutés dans ce cadre, étaient qualifiés de projets rouges en raison de l'attention particulière que les autorités accordaient à leur réalisation.

Trois catégories de projets ont ainsi été identifiées et avec des critères de choix bien précis.

La première et la deuxième catégorie de projets étaient inscrits au P.I.P. 93 (financement totalement bouclé). Quant à la troisième catégorie, elle concernait les projets du deuxième plan quinquennal 1991-95 mais non éligibles au P.I.P. (projets sans financement).

A- Première catégorie de projets

Il s'agissait des projets du noyau sûr du P.I.P. 93.

Le noyau sûr était constitué de projets en cours d'exécution et de projets nouveaux. Leur probabilité d'exécution était très forte en raison de la garantie des financements requis.

1-En ce qui concerne les secteurs prioritaires (santé et action sociale, environnement et tourisme, finances et plan, enseignement de base) les projets devaient avoir un coût total égal ou supérieur à cinq cent (500) millions de FCFA. Leur programmation annuelle devait être égale ou supérieure à deux cent cinquante (250) millions de FCFA.

2-Pour les autres secteurs, les projets devaient avoir un coût au moins égal à 1 milliard de FCFA avec une programmation annuelle au moins égale à cinq cent (500) millions de FCFA.

Soixante six (66) «grands projets » ont été identifiés dans cette catégorie. Ils représentaient un volume financier programmé de 312 438,93 millions de FCFA et relevaient de 12 départements ministériels à savoir :

- les finances et plan ;
- les travaux publics, l'habitat et l'urbanisme ;
- l'industrie, le commerce et les mines ;
- les enseignements secondaire, supérieur et la recherche scientifique ;
- la communication ;
- l'eau ;
- l'emploi, le travail et la sécurité sociale ;
- l'environnement et le tourisme ;
- l'enseignement de base et l'alphabétisation des masses ;
- la fonction publique et la modernisation de l'administration ;
- l'agriculture et les ressources animales ;
- la santé, l'action sociale et la famille.

B- Deuxième catégorie de projets

En ce qui concerne les institutions et départements ministériels n'ayant pas de projets entrant dans le cadre des critères des projets du noyau sûr, il a été retenu comme projets rouges, les deux (2) projets les plus importants du point de vue volume financier programmé.

Onze institutions et départements ministériels étaient concernés par cette approche et totalisaient un montant programmé de 2 777,32 millions de FCFA. Cette deuxième catégorie comptait 22 projets.

C- Troisième catégorie de projets

Il s'agissait de nouveaux projets ayant un coût total important mais qui étaient sans financement ou qui avaient un financement partiellement acquis. Pour cette dernière catégorie de projets, les critères de sélection étaient les suivants :

1-pour les secteurs prioritaires, étaient retenus les projets ayant un coût total au moins égal à 500 millions de FCFA ;

2-pour les autres secteurs, les projets retenus devaient avoir un coût total au moins égal à un milliard de FCFA.

Cette catégorie comptait 23 projets pour un coût global de 189 090,30 millions de FCFA.

Dans la mesure où ce groupe devait faire l'objet de négociations pour l'obtention de leur financement, il avait été jugé judicieux de le présenter par secteur.

Au total, 111 projets ont été identifiés comme projets rouges et se présentaient comme suit :

	Nombre de projets	Coût total (en millions de francs CFA)
1^{ère} catégorie	66	312 438, 93
2^{ème} catégorie	22	2 777,32
3^{ème} catégorie	23	189 090,30
TOTAL	111	504 306,55

Avec l'expérimentation des deux types d'ajustement (auto-ajustement et ajustement assisté), le constat que l'on peut faire est que chacun d'eux présente aussi bien des avantages que des inconvénients.

SECTION III) FORCES ET FAIBLESSES DES POLITIQUES DE DEPENSES BUDGETAIRES MENEES DEPUIS 1983⁽¹³⁾

§1- Cas de l'auto-ajustement structurel

La politique d'auto-ajustement a été entreprise par les autorités burkinabé de 1983 à 1991 car elles y voyaient des avantages.

Cependant, l'auto-ajustement ne présente pas que des avantages ; en témoigne son abandon à partir de 1991.

⁽¹³⁾ Cette section s'est inspirée en grande partie du cours de droit budgétaire dispensé par Monsieur Poda Der Rogatien à l'Ecole Nationale des Régies Financières (Burkina Faso) en 1993.

A travers les lignes qui suivent, nous allons retracer aussi bien les avantages que les inconvénients que nous pouvons rencontrer dans l'application d'un auto-ajustement.

A- Avantages de l'auto-ajustement structurel

Deux principaux types d'avantages peuvent être tirés dans l'application d'un auto-ajustement structurel : il s'agit de l'indépendance vis-à-vis des institutions de BRETTON WOODS et de la possibilité d'une utilisation judicieuse des ressources.

a- L'indépendance vis-à-vis des institutions de BRETTON WOODS

En optant pour l'auto-ajustement, un pays est libre de déterminer lui-même les domaines dans lesquels il veut faire porter l'ajustement et d'y appliquer corrélativement les réformes fondamentales qui s'imposent.

De plus, ce pays est libre de se référer à la théorie économique de son choix. Il peut opter pour la libéralisation ou, au contraire pour le renforcement de l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie : au Burkina Faso les autorités avaient opté pour l'interventionnisme.

Un pays qui adopte l'auto-ajustement n'est pas également tenu de se soumettre à la panoplie de critères de performance exigés par les institutions de BRETTON WOODS. Ces critères sont relatifs :

- au déficit à ne pas dépasser en matière de budget ;
- au déficit courant de la balance des paiements ;
- à la limitation de l'inflation ;
- à la surveillance rigoureuse du crédit.....

b- L'utilisation judicieuse des ressources disponibles

Dans le cadre de l'auto-ajustement structurel, l'on peut répartir les ressources disponibles si faibles soient-elles, selon les priorités librement choisies. L'on peut décider par exemple de ne payer la dette qu'en fonction des ressources disponibles. Ce faisant, l'on continue à accumuler des arriérés avec le risque de provoquer une réaction négative des bailleurs de fonds. Cependant, l'on ne craint pas de créer un endettement lourd à l'avenir, tout au moins en valeur absolue.

Il est à noter également que la mobilisation nécessitée par l'auto-ajustement structurel repose largement sur un facteur psychologique. En effet, elle donne l'occasion de pratique d'éducation civique et politique de la population. Celle-ci doit à cet effet fournir un effort endogène pour faire face à une grande rareté des ressources extérieures, en intensifiant par exemple l'investissement humain et en cultivant l'esprit d'économie et de sacrifice.

B- Inconvénients de l'auto-ajustement structurel

L'un des principaux inconvénients de l'auto-ajustement est le manque cruel des ressources extérieures. En effet, un pays qui adopte ce type d'ajustement ne bénéficie pas de l'assistance du F.M.I. et de la Banque Mondiale. De surcroît, l'appui des autres principaux bailleurs de fonds n'est pas garanti. Cela est d'autant plus vrai si l'on sait que les principaux bailleurs ont coutume d'accorder leur plein appui seulement aux pays qui acceptent de déployer des efforts d'ajustement et de réforme ; or le terme « effort » traduit ici la volonté de coopérer avec les institutions de BRETTON WOODS, et donc de réaliser un accord avec elles. Cette situation de rareté de ressources demande des sacrifices à la population car les déficits du budget et de la balance des paiements doivent être ramenés à un niveau compatible avec les ressources disponibles.

L'auto-ajustement est difficile pour un pays dont les bases de l'économie sont fragiles, fortement tributaires des soubresauts de l'environnement international et qui subit les contrecoups des mécanismes de fonctionnement de l'économie mondiale.

En matière d'auto-ajustement, les réformes économiques ne sont pas soumises à l'avis consultatif des forces tierces. Il y a donc le risque de persister dans certaines erreurs éventuelles et surtout de ne pas être en prise permanente avec les changements qui interviennent sur la scène internationale.

En optant pour l'auto-ajustement, il n'est également pas possible pour un pays d'obtenir un rééchelonnement de la dette. En effet, pour obtenir une telle faveur, le pays concerné doit se présenter au Club de Paris pour négocier ; or cette démarche nécessite au préalable un accord avec le F.M.I. Ce type d'ajustement peut donc poser problème compte tenu d'une part du montant très élevé des arriérés à propos duquel le rééchelonnement paraît être la seule solution envisageable ; et d'autre part de la faiblesse des ressources internes.

L'hypothèse de refus unilatéral de remboursement de la dette est encore plus dangereuse ; elle peut en effet provoquer une réduction considérable des capitaux extérieurs.

L'on mesure tous les dangers que peut causer le désengagement des bailleurs de fonds si l'on sait que les investissements publics sont financés pour près de 90% à partir des ressources extérieures (pour le cas du Burkina Faso).

§2-Cas de l'ajustement assisté

Suite aux difficultés rencontrées dans l'application de l'auto-ajustement, les pouvoirs publics burkinabé eurent recours, à partir de 1991, aux institutions

de BRETTON WOODS pour la mise en place d'un programme d'ajustement structurel. Si l'ajustement assisté a été choisi en raison des avantages qu'il offre, il n'en demeure pas moins qu'il présente également des inconvénients.

A- Avantages de l'ajustement assisté.

Les avantages tirés dans l'application de l'ajustement assisté concernent essentiellement la crédibilité internationale de l'Etat, qui, pour ce faire, peut bénéficier de flux financiers internationaux. En effet, la signature d'un accord avec le F.M.I. et la Banque Mondiale est devenue une condition nécessaire de l'accès d'un Etat aux sources de financement international. Selon ces institutions, un accord est source de garantie d'un meilleur suivi de l'économie.

De plus, avec la signature de l'accord, il existe des possibilités de rééchelonnement de la dette et de remise de la dette.

Un autre aspect important du P.A.S. réside dans la conformité des mesures préconisées avec les recommandations des ensembles économiques tels que l'U.E.M.O.A. Ces mesures visent à une meilleure coordination des politiques nationales.

B- Inconvénients de l'ajustement assisté

Le P.A.S. mis en œuvre avec l'assistance des institutions de BRETTON WOODS comporte un inconvénient majeur à savoir les difficultés d'adaptation.

En effet, avec cette nouvelle gestion de l'économie, des changements fondamentaux s'opèrent dans le comportement économique alors que le délai d'adaptation est souvent plus long et la capacité de réponse moins certaine.

L'on remarquera cependant que les nouvelles mesures sont plus ou moins douloureuses suivant le degré de dégradation de la situation économique et

financière nationale. Si deux pays signent un accord avec le F.M.I. et la Banque Mondiale par exemple, avec des situations économiques différentes, celui des deux qui souffrira le plus est naturellement celui dont l'économie est la plus dégradée.

En matière d'emploi, l'idée de base est de contenir la masse salariale, or compte tenu du niveau de développement du secteur privé, l'Etat est le plus grand employeur. La réduction du taux d'embauche aura pour effet de gonfler à court terme le niveau du chômage car le secteur privé ne pourra pas absorber l'excédent de main-d'œuvre.

Quant aux investissements publics, la tendance sera d'accorder une grande place aux projets rentables au détriment de certains projets sociaux.

CHAPITRE II

REVUE DE LA LITTERATURE ET METHODOLOGIE

Afin de mesurer l'impact des dépenses budgétaires sur la croissance économique, nous nous sommes posés trois questions (voir introduction). Ces questions ont déjà fait l'objet de nombreuses études (tant sur le plan analytique que sur le plan empirique) que nous présenterons dans la section I de ce chapitre. Pour ce faire, dans la recherche bibliographique, nous avons utilisé les méthodes de remontée des filières bibliographiques et de recherche systématique.

Vu l'abondance des recherches en ce qui concerne certaines de ces questions, notre revue de la littérature ne saurait être exhaustive.

Nous inspirant de certaines de ces études, nous construirons dans la section II, des modèles permettant d'apporter des réponses aux questions posées.

SECTION I) REVUE DE LA LITTERATURE

Le comportement du secteur privé suite aux mesures budgétaires prises a intéressé beaucoup de chercheurs. C'est ainsi que l'impact des dépenses budgétaires de consommation et d'investissement respectivement sur la

consommation privée et sur l'investissement privé a fait l'objet d'un certain nombre d'études.

Si la relation investissement public – investissement privé a été au centre de la préoccupation de beaucoup de chercheurs, il n'en est pas de même pour ce qui concerne la relation consommation publique - consommation privée qui compte peu d'études.

Quant à la relation investissement public- productivité du secteur privé d'une part, et celle entre les dépenses sectorielles de personnel et le niveau de la production d'autre part, elles ont fait également l'objet de quelques études.

§1- Relation entre consommations publique et privée

En vue d'étudier la relation consommation publique - consommation privée, KARRAS G (1994) avait testé l'influence de la consommation publique sur la consommation privée dans quelques pays en voie de développement. Ses résultats ont montré que dans certains de ces pays il y avait une complémentarité entre les deux types de consommation tandis que dans d'autres il y avait substituabilité.

BARRO (1981) et ASCHAUER (1989) quant à eux, considèrent que les dépenses publiques peuvent entrer dans la fonction d'utilité des consommateurs. Dans cette hypothèse, ils arrivent au résultat selon lequel la substitution entre dépense publique et dépense privée de consommation est vraisemblablement forte.

En se fondant sur l'hypothèse d'anticipations rationnelles, BARRO (1981) insiste sur l'impact différencié d'un changement temporaire ou permanent du niveau de la dépense publique sur l'activité. Il conclura qu'un changement

permanent, en conduisant à des relèvements futurs d'impôt, déprime le revenu permanent : le surcroît des dépenses publiques est alors intégralement compensé par la baisse de la consommation privée.

SCHMIDT HEBBEL K et EASTERLY William (1991) sur demande de la Banque Mondiale, ont effectué des travaux sur les effets macro-économiques des dépenses budgétaires dans un certain nombre de pays en voie de développement (Colombie, Ghana, Pakistan, Argentine, Zimbabwe, Chili, Maroc, Thaïlande, Mexique...). Visant à vérifier l'évolution de la consommation privée suite à une variation de la consommation publique, ils constateront que dans certains cas il y avait complémentarité alors que dans d'autres il y avait substituabilité entre ces deux types de consommation. Pour leur étude, ils ont utilisé le revenu disponible, le revenu permanent, le déficit public, la consommation publique et le taux d'intérêt comme variables explicatives de la consommation privée.

A travers son mémoire de D.E.A., Guy Serge YOULOU KOUYA (1997) s'est intéressé à la question. L'étude avait porté sur la République du Congo durant la période 1972-1991. Hormis le taux d'intérêt qui avait servi dans le modèle de SCHMIDT HEBBEL K et EASTERLY William (1991), il ajoutera d'autres variables explicatives du niveau de la consommation privée : il s'agit de la consommation privée à la période $t-1$; du taux d'inflation et de l'impôt sur le revenu. Les résultats de l'estimation de la fonction de consommation ainsi posée montrent que la consommation publique influence négativement la consommation privée avec un coefficient de $-0,36$. Ce résultat traduisant une substituabilité entre consommations privée et publique, corrobore les points de vue néoclassiques stipulant que l'Etat absorbe les ressources du secteur privé et les dépense à sa place.

De même, Sékou CAMARA (1998) trouvera dans une étude similaire faite sur le Mali, une relation de substituabilité entre consommation publique et consommation privée. Ayant choisi le déficit public, le taux d'intérêt sur les dépôts, l'épargne intérieure, le déflateur du P.I.B. et la consommation publique comme variables explicatives de la consommation privée, il trouvera une corrélation négative entre la consommation publique et la consommation privée avec un coefficient de $-2,73$.

Après un exposé des résultats de quelques travaux sur la relation consommation publique-consommation privée, nous nous intéressons aux études ayant porté sur la relation investissements publics- investissements privés.

§ 2- Relation entre investissements publics et privés

L'étude de la relation investissements publics - investissements privés a intéressé beaucoup d'auteurs car avec l'ajustement structurel, un accent particulier a été mis sur l'investissement public.

C'est ainsi que RAMA M (1993)s'était intéressé au problème de la substituabilité et de la complémentarité entre investissements publics et privés. Il défend au terme de l'étude, la thèse selon laquelle l'accroissement des investissements publics se fait généralement au détriment des investissements privés et vice-versa. Cette thèse est d'ailleurs défendue par SUSAN SCHADLER(1996)qui, suite à une étude faite sur un certain nombre de pays, a montré que ceux qui ont comprimé l'investissement public ont, dans bien des cas, connu la reprise la plus sensible du secteur privé.

L'explication théorique qui est généralement donnée à ce phénomène est qu'une augmentation de la dépense publique, qu'elle soit d'investissement ou de consommation, va évincer la dépense privée à travers une réduction du crédit disponible d'où une augmentation du coût du capital. Plus que la consommation, c'est l'investissement qui va être principalement affecté.

D'autres auteurs par contre tels que BLEJER et KHAN (1984) ; SHAFIK (1992) ; RAMIREZ (1994) soutiennent la thèse de complémentarité entre les deux types d'investissement.

ERIK C OFFERDAL (1996) a également étudié l'influence des principales réformes budgétaires sur l'investissement privé dans huit pays en voie de développement (Bangladesh, Chili, Ghana, Inde, Maroc, Mexique, Sénégal et Thaïlande). Il constatera que la part de l'investissement privé dans le P.I.B. a le plus souvent diminué plusieurs années durant de 3 à 4%, tandis que les investissements publics étaient comprimés au nom de l'assainissement budgétaire. La reprise de l'investissement privé n'est survenue qu'après une "pause" de quelques années (Inde, Maroc, Mexique) alors que dans d'autres pays (Chili, Thaïlande, Ghana) ce n'est qu'à moyen terme qu'une reprise vigoureuse et soutenue de l'investissement privé a eu lieu, étayée par l'essor de l'épargne intérieure et l'afflux des capitaux extérieurs.

L'étude conclut que dans six pays il apparaît que l'investissement public évince l'investissement privé : le second gagnerait donc à une rationalisation sélective du premier.

Cependant, l'auteur précise qu'il est difficile de généraliser car selon lui, l'investissement dans les infrastructures publiques peut fort bien encourager l'investissement privé.

Ainsi, au sein des investissements il fallait faire une distinction car certains sont productifs et d'autres pas, d'où le qualificatif "d'éléphants blancs" attribué aux investissements réalisés à coups de milliards mais sans impact important sur la croissance.

D'ailleurs, ASCHAUER (1989) et RICCARDO FAÏNI (1994) estimeront que si l'accroissement des investissements publics profite à des infrastructures (comme l'électricité, les transports et les télécommunications) ainsi qu'à leur entretien ou encore à fournir des services collectifs, alors il sera possible que leurs effets sur l'investissement privé soient positifs. Si au contraire l'investissement public se porte sur des secteurs comme le secteur manufacturier, il est probable qu'il diminue l'investissement privé.

Andréa MADARASSY (1988) s'est également intéressé à la question de savoir si l'investissement public détourne les ressources du secteur privé ou si au contraire il stimule l'investissement privé du fait des améliorations apportées par l'Etat aux infrastructures. Sur les 31 pays⁽¹⁴⁾ considérés, l'investissement public a augmenté de plus de 0,5% du P.I.B. par an, en moyenne sur une période mobile de 3 ans. Les résultats indiquent que dans 17 cas l'investissement privé a également augmenté en pourcentage du P.I.B. et que dans 14 cas il a diminué. Les mêmes résultats sont observés avec un décalage d'un an pour l'investissement privé. La présente analyse ne permet donc pas de conclure de manière définitive que l'investissement public progresse parallèlement à l'investissement privé ou, au contraire, qu'il évince le secteur privé.

(14) Argentine, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Corée, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zambie, Zimbabwe, **Chine.**

Cette même incertitude est constatée par ASCHAUER (1989). Il va pour ce faire estimer un modèle d'inspiration néoclassique, composé d'une équation d'investissement privé et d'une équation de rentabilité du capital privé. L'effet d'éviction de l'investissement public est testé en introduisant celui-ci comme argument dans la fonction d'investissement privé.

L'estimation du modèle pour les U.S.A. sur la période 1953-1986 l'amène aux deux conclusions suivantes : à court terme l'investissement public évince l'investissement privé (coefficient de -0,99); à moyen et long terme, une croissance de 1% du stock de capital public améliore de 0,09 point la rentabilité du capital privé. Ce second effet fait plus que compenser au bout de 4 ans l'effet d'éviction initiale.

Le résultat d'ASCHAUER est confirmé par MUNELL (1990), FERNALD (1990), RUBIN (1991), FORD et PORET (1991) car retestant les équations de celui-ci, ils aboutiront à des résultats similaires et statistiquement significatifs.

FORD et PORET (1991) étendront l'estimation du modèle à 12 pays de l'O.C.D.E. Les résultats sont en ligne avec les estimations d'ASCHAUER pour les U.S.A., le Canada, la Belgique et la Suède. Pour la France, les résultats sont significatifs si l'on circonscrit le capital public au stock détenu par les administrations publiques (ils ne le sont pas avec une acception plus large du capital public). Quant au Royaume-Uni, la Norvège et l'Australie, le stock de capital public n'est pas significatif.

SCHMIDT HEBBEL K et EASTERLY William (1991) en vérifiant la réaction du secteur privé à la politique budgétaire d'investissement ont trouvé des résultats disparates suivant les pays.

En étudiant l'impact de l'investissement public sur la croissance économique au Mexique, Ulrich LÄCHLER et David Alan ASCHAUER (1998) ont porté un intérêt particulier sur les problèmes de complémentarité et de substituabilité entre investissements publics et privés. Ils compareront d'abord l'évolution de l'investissement privé avec celle de l'investissement public. Ensuite un modèle sera élaboré. Dans ce modèle, la variable endogène est la variation de l'investissement privé alors que les variables exogènes sont au nombre de trois (variation du P.I.B, variation de la consommation publique, variation de l'investissement public).

Les régressions ont montré que l'investissement public avait un impact significativement négatif sur l'investissement privé.

L'investissement public, comme nous venons de le voir, peut affecter aussi bien positivement que négativement le volume de l'investissement privé. Mais il n'en demeure pas moins qu'il peut aussi le rendre plus rentable.

§ 3- Relation entre investissements publics et productivité du secteur privé

Au-delà de l'impact des investissements publics sur le volume des investissements privés, ceux-ci peuvent affecter la productivité du secteur privé.

En s'intéressant à ce type de relation, LUCAS (1988) dans une étude considère que, dans l'activité de production, le savoir a des effets externes. Toutes choses égales par ailleurs, plus le niveau moyen de connaissance d'une économie est élevé, plus la productivité de chaque entreprise est forte. Selon

lui, l'investissement public dans le domaine de l'éducation ne peut être que salutaire.

ROMER (1990) quant à lui, accordera une place importante aux dépenses publiques servant à financer les activités de recherche.

Pour mesurer les externalités, DE LONG et SUMMERS (1992) ont réalisé un important travail. A partir d'un échantillon de pays, ils établiront l'existence d'une relation forte entre croissance et investissements publics.

Par contre les expériences des pays à économie planifiée où la part de l'investissement matériel a été très élevée montrent qu'il faut se garder de réponses mécaniques.

Pour lever cette contradiction, les théoriciens de la croissance endogène concluront que la politique économique doit favoriser l'environnement de l'investissement tout en laissant jouer le marché.

NADIRE et MAMUNEAS (1991) travaillant sur douze branches industrielles américaines, trouveront un impact positif de l'investissement public sur la productivité privée.

Parmi les travaux empiriques effectués pour mesurer la relation entre investissement public et productivité privée, on peut citer celui d'ASCHAUER (1981). En testant son équation à partir des données annuelles américaines sur la période 1949-1985, il aboutit au résultat selon lequel une hausse de 1% de l'investissement public provoque une hausse de 0,4% de la productivité privée.

En travaillant sur le Mexique, ASCHAUER et LÄCHLER (1998) ont examiné si la productivité totale des facteurs répondait positivement ou négativement suite à une variation du ratio investissement public/investissement privé. Les estimations indiqueront que ce rapport est positivement corrélé à la productivité totale des facteurs. Autrement dit, l'investissement public exerce des externalités positives sur le secteur privé.

Même s'il existe peu d'études sur le plan macro-économique établissant un lien négatif entre investissements publics et productivité du secteur privé, il n'en demeure pas moins que dans la pratique nous observons quelques cas. Par exemple de grands travaux routiers ou d'autres grands investissements... peuvent à court terme réduire la productivité de ces populations qui sont obligées de se déplacer suite à ces réalisations.

Si les dépenses d'investissements sont d'une grande importance, les dépenses de personnel peuvent également jouer un rôle important dans le processus de croissance.

§ 4- Relation entre dépenses sectorielles de personnel et le niveau de la production

La volonté d'une maîtrise des dépenses budgétaires veuille qu'on connaisse les secteurs qui peuvent contribuer de façon appréciable à l'augmentation du niveau du P.I.B.

Traditionnellement le facteur travail (à côté du facteur capital) constitue un des éléments importants qui intervient dans la fonction de production. Il est donc nécessaire que les pouvoirs publics fassent une sélection rigoureuse au niveau du choix du facteur travail afin de mieux stimuler la croissance.

Ainsi, dans la conception libérale du 19^{ème} siècle, un accent particulier était mis sur les dépenses de personnel qui avaient pour but de financer le fonctionnement des services publics administratifs : armée, police, justice, diplomatie...

L'Etat devait donc remplir les fonctions fondamentales qui permettaient la vie en société : faire régner l'ordre pour garantir l'activité des citoyens, protéger le pays contre les puissances étrangères...

En ce qui concerne les dépenses militaires de personnel, des débats contradictoires ont été soulevés sur sa productivité : tandis que certains les qualifiaient de budgétivores, d'autres assouplissaient leur position et affirmaient que dans certains cas, elles pouvaient être productives.

En 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement (P.N.U.D.) accordera un crédit aux dépenses de personnel relatives à la santé et à l'éducation. Ainsi, l'Indice de Développement Humain (I.D.H.) qui sert de classement entre pays utilisera entre autres des indicateurs comme le nombre d'agents de santé et d'éducation par habitant.

Les différents programmes d'ajustement signés avec les institutions de BRETTON WOODS visent également à mieux maîtriser les dépenses de personnel en procédant au recrutement uniquement dans les secteurs jugés productifs : c'est le cas de l'enseignement, de la santé et des finances publiques au Burkina Faso.

Après cette revue de la littérature, il ne nous est pas possible de trancher sur les liens entre dépenses budgétaires et croissance économique. Les

différents résultats trouvés dépendent du niveau et de la nature des dépenses publiques, des structures de l'économie,... Nous allons donc adopter une démarche méthodologique ; démarche qui nous permettra de nous prononcer sur le cas de l'économie burkinabé.

SECTION II)APPROCHE METHODOLOGIQUE

A travers cette section, nous allons définir le cadre à partir duquel seront mesurés et analysés :

- les différents effets des variables budgétaires sur les deux composantes de la demande globale (investissement et consommation privés) ;
- l'effet de l'investissement public sur la productivité du secteur privé ;
- l'impact des dépenses sectorielles de personnel sur la croissance économique.

L'objectif est d'établir des relations mathématiques et statistiques entre les variables budgétaires et celles dont elles sont censées influencer : il s'agit dans cette étude des dépenses du secteur privé et du niveau global de la production. Cela se fera par la construction de modèles qui nous permettront de mieux apprécier les effets de la politique budgétaire.

Cependant, parmi les variables explicatives, nous incluons des variables de contrôle destinées à estimer plus correctement l'influence propre de la variable explicative principale.

La pratique a montré que dans les études économétriques nous sommes souvent confronté au choix définitif des variables explicatives candidates. Nous allons pour ce faire utiliser la procédure d'élimination successive ("backward elimination") afin de déterminer les variables à retirer. Cette procédure consiste, sur le modèle complet à k variables explicatives, à éliminer de proche en proche (c'est - à- dire en réestimant l'équation après élimination) les variables explicatives dont les t de Student sont en dessous du seuil critique. Le seuil critique retenu sera de 10%.

Signalons cependant que nous arrêterons la procédure dès que les variables explicatives qui intéressent nos hypothèses principales devront être éliminées.

En parlant des hypothèses, notons qu'elles sont essentiellement théoriques, mais empiriques dans quelques rares cas.

§1-Demande globale et politique budgétaire

La revue de la littérature qui a fait l'objet d'étude de la section précédente nous a permis de constater que les effets macro-économiques attendus des dépenses budgétaires n'ont pas fait l'unanimité. D'ailleurs, les évaluations empiriques que fournissent les modèles macro- économétriques tiennent en général compte de ces deux types d'effets(positifs et négatifs)mais concluent à la prépondérance des canaux keynésiens.

Pour ce faire, nous mettrons l'accent sur le canal de transmission keynésien. Selon ce canal, la politique budgétaire agit sur le niveau de la production en transitant par les composantes de la demande globale que sont l'investissement privé et la consommation privée. Cependant, l'étude du modèle nous permettra de savoir si l'impact est positif comme le prédit KEYNES.

Une autre raison qui guide cette démarche est qu'avec l'adoption du P.A.S., il est préconisé une maîtrise des dépenses budgétaires et l'octroi d'une

place importante à la promotion du secteur privé. Il est nécessaire d'évaluer à chaque instant l'impact des mesures budgétaires sur la demande globale (comportement du secteur privé) qui, selon KEYNES, est l'élément le plus important dans le processus de la croissance. Ainsi, à l'opposé de J.B.SAY, il disait que c'est la demande qui crée l'offre.

Se basant sur ces arguments, nous allons construire des modèles nous permettant d'apprécier le comportement de ces composantes de la demande globale si nous agissons sur les différentes variables explicatives candidates dont les choix seront justifiés.

La démarche passera par la construction des fonctions d'investissement privé et de consommation privée dont les variables endogènes sont influencées entre autres par des variables budgétaires.

A- La fonction d'investissement privé

Le modèle dont nous allons nous inspirer a été proposé par LÄCHLER et ASCHAUER (1998) suite à une étude faite sur l'investissement public et la croissance économique au Mexique.

Cependant, nous avons apporté quelques aménagements à ce modèle afin de tenir compte de l'état d'évolution de la théorie et des études empiriques déjà réalisées.

A cet effet, notre choix a porté sur les variables suivantes :

- La variation du P.I.B.

Ce choix s'appuie sur le principe de l'accélérateur simple qui a été popularisé par l'économiste français Albert AFTALION (1913) dans son ouvrage intitulé "Crises périodiques de la surproduction". En effet, dans la formulation initiale de ce principe, l'investissement de la période t était proportionnel à l'accroissement des ventes. En assimilant le volume des ventes

à la demande et en supposant la variation des stocks nulle, le volume des ventes devient alors équivalent à la production. Ainsi convenu, nous dirons que l'investissement privé dépend de la variation de la production à condition que l'économie fonctionne à pleine capacité.

L'accroissement du P.I.B. doit donc provoquer une élévation du niveau de l'investissement privé. Nous attendons pour ce faire une relation positive entre l'investissement privé et le P.I.B.

- La variation des dépenses budgétaires courantes ou de consommation

Constituées des dépenses de fonctionnement des services (acquisition de biens et services, salaires,...), de transferts de revenus, de dépenses diverses, elles peuvent avoir une influence sur le niveau de l'activité du secteur privé. En effet, cette catégorie de dépenses peut provoquer une augmentation de la demande intérieure adressée au secteur privé. Cette augmentation de la demande intérieure, en agissant suivant le principe de l'accélérateur simple qui a été expliqué ci-dessus, peut engendrer un impact positif sur le niveau de l'investissement. De même, les dépenses relatives à l'administration générale, au matériel... peuvent être indirectement bénéfiques pour le secteur privé. D'où une relation croissante attendue entre l'investissement privé et cette variable explicative.

- La variation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

Constituant des ressources pour l'Etat, il diminue en contrepartie celles des entreprises. Sa gestion est d'autant plus délicate car à partir d'un certain seuil (taux d'imposition) il peut conduire certaines entreprises à réduire le niveau de leurs investissements suite à la diminution de leur résultat net. En effet, comme le disait le chancelier Helmut SCHMIDT au milieu des années 70 : « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois

d'après-demain ». Si les profits sont donc affectés négativement des suites de l'augmentation des impôts, il va s'en dire que cela se répercutera sur l'investissement privé.

Pour ce faire, nous attendons une relation négative entre cette variable exogène et l'investissement privé.

- La variation des dépenses budgétaires en investissement

Ce choix s'explique par le fait que dans la littérature, se posent les problèmes de complémentarité et de substituabilité entre investissements privés et publics. Ainsi, lorsque ces deux types d'investissements sont parfaitement substituables et de même rentabilité, un accroissement des investissements publics aura le même effet sur la croissance qu'une augmentation de l'investissement privé. Dans le cas où il y aurait complémentarité, toute augmentation du niveau des investissements publics augmentera le volume des investissements privés et éventuellement l'efficacité des investissements privés (ce cas sera étudié dans le paragraphe suivant).

Le niveau des investissements publics au Burkina Faso étant faible (malgré les efforts entrepris), nous attendons à ce que son augmentation pousse le secteur privé à investir plus. Autrement dit, nous prévoyons une corrélation positive entre investissements publics et investissements privés.

- La variation du crédit à l'économie

Les conditions d'accès au financement en Afrique sont un facteur important dans la réalisation des investissements car se pose le problème de contrainte de liquidité. En effet, plus l'accès au crédit est facile, plus les agents privés auront tendance à investir (au cas où il existerait des opportunités d'investissements rentables).

Au Burkina Faso, l'accès au crédit pour les entreprises est une question sensible. La structure et le statut de la majorité de ces entreprises font qu'elles ont difficilement accès au crédit.

Le choix de cette variable explicative vient suppléer à l'insuffisance de la relation taux d'intérêt - investissement privé, taux qui pourtant est la principale variable explicative de la fonction keynésienne d'investissement. En effet, des études ont montré que dans les pays en voie de développement les entreprises accordent plus d'importance à la disponibilité des fonds qu'à leur coût. En relâchant donc la contrainte de crédit, il devrait y avoir une stimulation de l'investissement privé d'où un signe positif attendu entre ces deux variables.

Signalons qu'à défaut d'avoir les données sur les crédits à long terme, nous avons choisi le crédit à l'économie (court, moyen et long terme).

En utilisant ces variables explicatives, le modèle s'écrira alors :

$$\Delta IP_t = a + b \Delta (Y_t - Y_{t-1}) + c \Delta IG_t + d \Delta CG_t + e \Delta T_{t-1} + f \Delta CE_t + \varepsilon_t$$

avec $b, c, d, f > 0$ $e < 0$

Δ = variation

Y = P.I.B.

CG = Consommation du gouvernement

CE = Crédit à l'économie

IP = Investissement privé

IG = Investissement du gouvernement

T = Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

t = temps

N.B. Les modifications apportées par rapport au modèle de référence portent sur les points suivants :

- nous avons tenu compte des variables ΔT , CE qui ne figuraient pas dans le modèle de base ;

- au lieu de considérer la variable ΔY , nous avons opté pour la variable $\Delta (Y_t - Y_{t-1})$ en référence au principe de l'accélérateur.

Hypothèses complémentaires : $b, d, f > 0$ et $e < 0$

Hypothèse principale de recherche : il existe entre les investissements publics et privés une relation de complémentarité ($c > 0$).

Après avoir construit la fonction d'investissement privé, nous allons élaborer la fonction de consommation privée. Cette fonction nous permettra d'apprécier principalement le type de relation existant entre le secteur public et le secteur privé à travers leurs consommations.

B- La fonction de consommation privée

Les travaux réalisés par SCHMIDT HEBBEL K et EASTERLY William (1991), au prix de quelques réaménagements, seront notre source d'inspiration pour le choix des principales variables explicatives par lesquelles transite la politique budgétaire avant d'affecter la consommation privée. Ces variables sont :

- La variation de la consommation publique

A ce niveau se pose également le problème d'éviction réelle de la consommation privée par la consommation publique. Dans ce cas précis, les dépenses budgétaires de consommation influencent négativement la consommation privée. L'effet sera d'autant plus accentué si les achats effectués par le gouvernement pour offrir des services publics aux ménages et aux entreprises sont des substituts proches des services privés de même type. En effet, lorsque le gouvernement les fournit aux agents privés, il diminue leurs dépenses dans ce domaine. Autrement dit, par le biais de la politique budgétaire, l'État ne fait que déplacer la dépense du secteur privé vers le secteur public. Il absorbe les ressources du secteur privé et les dépense à sa place.

Il n'est pas exclu que dans certains cas, les dépenses de consommation publique puissent venir en complément aux dépenses de consommation privée, en les stimulant. Cependant, compte tenu des résultats obtenus dans beaucoup de pays en voie de développement, nous postulons que la consommation publique se substitue à la consommation privée. D'où, nous attendons une relation positive entre ces deux composantes de la demande globale.

- La variation de l'impôt sur le revenu

Constituant un prélèvement sur la richesse des agents économiques, cet impôt direct peut dans certains cas (absence d'illusion fiscale) avoir un effet négatif sur la consommation privée. D'ailleurs, il constitue une composante du revenu disponible (dans la fonction de consommation keynésienne) et agit de ce fait négativement sur la consommation.

Nous attendons donc une relation décroissante entre cette variable explicative et la consommation privée.

- La variation du taux d'inflation

L'inflation peut avoir des effets de revenus si ceux-ci ne sont pas parfaitement indexés. Dans le cas extrême où l'absence d'indexation est totale alors que les revenus nominaux sont fixés, les revenus réels diminuent quand l'inflation augmente. Cette situation aura pour effet la diminution de la consommation dans la plupart des cas (absence d'illusion monétaire) suite à une baisse du pouvoir d'achat.

Pour ce faire, nous devons donc avoir une corrélation négative entre l'inflation et la consommation privée.

- La variation du revenu

Il constitue le principal déterminant de la consommation. Des keynésiens aux monétaristes, tous ont reconnu, malgré les retouches, que sa modification se répercute automatiquement sur la consommation privée. Ainsi, la fonction keynésienne de consommation a été préservée par certains auteurs comme James DUESENBERY, BROWN au prix de quelques aménagements ; alors qu'elle a été critiquée par d'autres comme Milton FRIEDMAN, MODIGLIANI.

Cependant, tous utilisent le revenu comme facteur explicatif de la consommation.

Logiquement donc, il doit y avoir une relation croissante entre le revenu et la consommation privée. D'où un signe positif attendu pour le coefficient e .

- La variation de la consommation privée à la période $t-1$

Ce choix s'appuie sur la théorie de la formation des habitudes proposée par BROWN (1952). Selon cette théorie, la consommation de la période t est liée à celle de la période précédente. BROWN dans cette formulation, a proposé de substituer au niveau le plus élevé de consommation atteint dans le passé (formulation de DUESENBERY) celui de la consommation effective de la période précédente.

Les agents économiques ayant tendance à maintenir ou à améliorer (augmenter) leur niveau de consommation, nous attendons à ce que le coefficient f soit positif.

En choisissant ainsi les variables suscitées, nous établirons le modèle suivant :

$$\Delta CP_t = a + b\Delta CG_t + c\Delta IR_t + d\Delta TINF_t + e\Delta Y_t + f\Delta CP_{t-1} + \varepsilon_t$$

avec $b, c, d < 0$ $e, f > 0$

Δ = variation

CG = consommation du gouvernement

IR = impôt sur le revenu

TINF = taux d'inflation

$Y = P.I.B.$

CP = consommation privée

ε = erreur de spécification

Hypothèses complémentaires : $c, d < 0$ et $e, f > 0$

Hypothèse principale de recherche : il existe une relation de substituabilité entre consommations privée et publique. Autrement dit, la consommation publique crée un effet d'éviction sur la consommation privée.

N.B. Les modifications apportées par notre modèle par rapport à celui de SCHMIDT HEBBEL K et EASTERLY William portent sur les points suivants :

- le revenu permanent et le revenu disponible n'y figurent pas. En fait, le revenu disponible a été scindé en P.I.B. et en impôt sur le revenu;

- nous avons pris en compte deux autres variables que sont le taux d'inflation et la consommation retardée pour les raisons évoquées ultérieurement ;

- le taux d'intérêt et le déficit public n'ont pas été pris en compte dans notre modèle. Cela se justifie d'autant que le taux d'intérêt est le plus souvent utilisé dans les fonctions d'investissements. Quant au déficit public qui ne figure pas de façon nette dans notre modèle, il faut dire qu'il résulte en partie de l'augmentation des dépenses budgétaires qui elles, à travers la consommation publique, figurent directement dans le modèle retenu.

Des relations ayant été établies entre les principales composantes de la demande globale et les variables budgétaires, nous allons maintenant établir un

modèle nous permettant d'examiner comment l'investissement public agit sur la productivité du secteur privé.

§2-Relation entre dépenses budgétaires d'investissement et productivité du secteur privé

Pour nous permettre d'apprécier les externalités dans le cas spécifique du Burkina Faso, nous allons reprendre, avec un aménagement, le modèle formulé par LÄCHLER et ASCHAUER (1998).

L'aménagement porte sur le remplacement de la productivité totale des facteurs par le taux de croissance. Cela se justifie par la difficulté de mesure de cette grandeur du modèle de référence, d'autant plus qu'elle est difficilement calculable. De plus, elle n'est pas disponible dans les statistiques financières à notre disposition.

Le modèle retenu nous permettra de savoir si les investissements publics exercent une influence sur la productivité (en plus de son effet sur le niveau de l'investissement privé) du secteur privé.

Pour ce faire, à travers le modèle élaboré, nous allons examiner le comportement du taux de croissance suite à une variation du rapport entre investissements publics et privés.

Le modèle étudié s'élabore ainsi comme suit :

$$\Delta Y/Y = a + b \Delta(IG/IP) + \varepsilon$$

$\Delta Y/Y$ = taux de croissance

IP = investissement privé

IG = investissement du gouvernement

Δ = variation

ε = erreur de spécification

Hypothèse: l'investissement public accroît la productivité du secteur privé

($b > 0$)

Une catégorie très sensible des dépenses de consommation, à savoir les dépenses de personnel peuvent également stimuler la croissance économique si elles sont bien ciblées. Pour avoir donc une idée sur les dépenses de personnel qui sont productives, nous allons également procéder à l'élaboration d'un modèle.

§3-Relation entre dépenses sectorielles de personnel et niveau de la production

Un des problèmes que connaissent les finances publiques dans les pays en voie de développement est le choix des secteurs sur lesquels doivent porter les efforts de financement, notamment en ce qui concerne le recrutement du

personnel ou la variation de sa rémunération. Cela se justifie dans la mesure où la structure économique est toujours à un stade embryonnaire. Ainsi, tous les secteurs semblent prioritaires. D'ailleurs, c'est ce qui explique en partie les longs débats à l'Assemblée Nationale en vue de répartir les crédits entre les différents ministères.

Notre travail consistera dans ce cas à cibler les dépenses sectorielles de personnel qui ont des impacts importants sur le niveau de la production au Burkina Faso.

Afin d'éliminer les "instabilités" dans les dénominations des ministères, nous adopterons une classification sectorielle.

L'intérêt de cette classification est qu'elle permet de mesurer les différentes actions remplies par les agents de l'Etat, d'apprécier le rendement des grandes catégories de service qu'ils rendent. Ce faisant, elle permet d'avoir une vision critique des finalités que l'Etat poursuit.

Les secteurs qui seront retenus dans cette étude sont :

- le Développement Rural(DR)

Il regroupe toutes les dépenses de personnel liées à l'agriculture, à l'élevage ainsi qu'à l'hydraulique rurale.

- l'Education(ED)

Sous cette rubrique seront prises en compte toutes les dépenses de personnel relatives à l'éducation de base, l'éducation secondaire et l'éducation supérieure.

- Santé (SA)

Sous cette dénomination on retrouve les dépenses de personnel consacrées à la santé de la population, à l'hygiène.

- Infrastructure (IN)

Il s'agit des dépenses de personnel consacrées aux activités liées à l'habitat, à l'urbanisme, aux transports, aux travaux publics.

- Industrie - Commerce - Artisanat – Mines (ICAM)

Il s'agit des dépenses de personnel consacrées à ces sous-secteurs

- Défense (DEF)

Elle comprend les dépenses de personnel faites au profit de l'armée de terre (militaires et gendarmes) et de l'armée de l'air.

- Autres (AUT)

Cette rubrique comprend toutes les autres dépenses de personnel qui ne sont pas prises en compte dans les secteurs ci-dessus cités. Ce secteur regroupe en grande partie les dépenses de personnel effectuées au profit de l'administration générale.

Les différents secteurs ainsi retenus seront alors considérés comme variables explicatives du niveau de la production.

En utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires, le modèle suivant sera établi :

$$Y_t = a + bDR_t + cED_t + dSA_t + eIN_t + fICAM_t + gDEF_t + hAUT_t + \varepsilon_t$$

Hypothèse : les dépenses sectorielles de personnel peuvent avoir des effets positifs sur le niveau de l'activité économique.

CHAPITRE III

VERIFICATION EMPIRIQUE, ANALYSE ET INTERPRETATION DES ESTIMATIONS ECONOMETRIQUES-RECOMMANDATIONS

A travers ce chapitre, nous présenterons les estimations économétriques nous permettant d'apprécier, d'analyser et d'interpréter principalement :

- l'impact des investissements publics sur les investissements privés ;
- l'impact de la consommation publique sur la consommation privée ;
- l'influence qu'a l'investissement public sur la productivité du secteur privé ;
- l'impact des dépenses sectorielles de personnel sur la croissance économique.

En somme, à travers les différents modèles nous pourrons vérifier les hypothèses posées. Pour ce qui concerne les interprétations, elles s'attelleront à expliquer plus en détail les liens existant entre les variables des hypothèses principales. Cela ne nous empêchera pas pour autant d'interpréter succinctement la nature des relations existant entre les variables des hypothèses complémentaires.

De l'analyse et de l'interprétation des résultats, nous ferons des recommandations c'est-à-dire des implications de politique économique.

Tous les modèles seront estimés par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (M.C.O.) à l'aide du logiciel Eviews.

En ce qui concerne les données, elles sont annuelles, quantitatives et proviennent essentiellement des statistiques collectées dans A.D.I. (African Development Indicators) ; des lois de finances initiales disponibles au niveau des archives du Ministère de l'Economie et des Finances et des rapports des organismes internationaux.

Quant à leur mesure, les variables ont été introduites en termes réels. Le P.I.B. nominal a été déflaté par le déflateur du P.I.B. alors que les autres variables l'ont été par l'indice des prix à la consommation.

Pour ce qui concerne le taux d'inflation, il a été calculé en utilisant l'indice des prix à la consommation. Il correspond au taux d'accroissement annuel des indices de prix à la consommation.

L'étude porte sur la période 1965-1997. Cependant, compte tenu de la disponibilité et de la fiabilité de certaines données, cette tranche annuelle a été réduite par moments.

SECTION I) PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION
DES RESULTATS ECONOMETRIQUES

§1-Les effets des dépenses budgétaires sur la demande globale

A-Relation entre investissements publics et privés

L'estimation du modèle économétrique (la fonction d'investissement privé) confirme notre hypothèse principale de complémentarité entre investissements publics et privés comme le retracent les résultats suivants :

$$\Delta IP = -9\,991\,549 + 0,48\Delta CE + 0,19\Delta CG + 0,96\Delta IG + 1,47\Delta T + 0,21\Delta(Y_t - Y_{t-1})$$

(-2,26) (1,63) (0,24) (3,65) (2,98) (4,12)

$R^2 = 0,56$ $DW = 2,33$ $F = 5,43$

Estimation avant application de la procédure d'élimination successive.

$$\Delta IP = -9\,585\,482 + 0,49\Delta CE + 0,97\Delta IG + 1,5\Delta T + 0,21\Delta(Y_t - Y_{t-1})$$

(-2,4) (1,75) (3,88) (3,26) (4,2)

$R^2 = 0,56$ $DW = 2,35$ $F = 7,08$

Estimation après application de la procédure d'élimination successive

Quant aux hypothèses secondaires, elles ne sont pas toutes vérifiées. C'est le cas par exemple de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qui, au lieu d'être corrélé négativement avec l'investissement privé, apparaît avec un signe positif. L'explication qu'on pourrait donner est l'augmentation de la base d'imposition (montant) des suites de l'élargissement de l'assiette fiscale. En effet, les taux d'imposition sont restés constants pendant une longue période alors que le nombre d'entreprises privées ne cessait de croître. De plus, après la dévaluation il fut instauré de nouvelles formes d'imposition telles que la

Contribution du Secteur Informel (C.S.I.), la Contribution du Secteur Boisson (C.S.B.), la TVA....

En ce qui concerne la relation investissement public-consommation privée, elle apparaît avec le signe attendu mais le coefficient de la consommation privée n'est significatif qu'au seuil de 81%. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons éliminé cette variable explicative dans le modèle final retenu.

Pour ce qui est des autres variables (crédit à l'économie, P.I.B.), elles apparaissent avec les signes attendus, et en plus, elles ont des coefficients significatifs.

Le coefficient le plus significatif est celui de la variable $\Delta(Y_t - Y_{t-1})$ avec un seuil qui est pratiquement de 0%. Ce résultat conforte la position dominante selon laquelle l'effet multiplicateur est le principal déterminant de l'investissement privé.

Revenant à notre hypothèse principale, on note à travers les deux modèles, que l'investissement public et l'investissement privé sont corrélés positivement. Quant au coefficient de la variable explicative ΔIG , il est statistiquement significatif à un seuil de 0,8 %. Le deuxième résultat nous permet d'affirmer que toute augmentation des investissements publics de 1FCFA (toutes choses égales par ailleurs) entraîne une augmentation des dépenses d'investissements privés de 1,03 FCFA.

En effet, le Burkina Faso dans le cadre de l'exécution des dépenses publiques d'investissement, procède le plus souvent à de grands travaux (construction de barrages, réalisation de routes...) nécessitant des moyens matériels, techniques, humains,... très importants et très performants. Cependant, les entreprises publiques nationales qui, pour la plupart interviennent dans les domaines des services ou des industries, ne sont

généralement pas en mesure d'accomplir les tâches conduisant à la réalisation de ces travaux⁽¹⁵⁾.

Pour pallier cette insuffisance, et par des procédures dont l'objectif est d'utiliser efficacement les ressources publiques en faisant un bon choix du maître-d'oeuvre sur la base du rapport qualité-prix (procédure de passation des marchés publics), l'Etat procède à la sélection de l'attributaire.

Cet attributaire qui peut être une entreprise privée nationale ou étrangère (ou un groupement d'entreprises nationales et étrangères) pour accomplir ces tâches peut, si elle n'a pas le matériel nécessaire, soit louer, soit investir afin d'exécuter correctement la tâche à elle confiée. Si cette même entreprise est le plus souvent attributaire de la plupart des marchés dans son domaine d'intervention (cas de l'entreprise Oumarou Kanazoé pour la construction des routes), ses biens de production le plus souvent sollicités, s'amortiront rapidement. Dans ces conditions elle se verra dans l'obligation de recourir à des investissements de remplacement.

Le souci d'être performant afin d'être attributaire des marchés publics peut également conduire les entreprises privées à investir dans la technologie de pointe.

Ainsi donc, l'Etat en augmentant ses investissements (qu'ils soient relatifs à des projets productifs tenant compte de la rentabilité économique ou financière OU à des projets sociaux) va amener le secteur privé à en faire autant. Plus l'Etat a des projets d'investissements à réaliser, plus le secteur privé va se promouvoir et se verra dans l'obligation d'investir plus (et inversement). Cela se justifie dans la mesure où les dépenses d'investissements privés sont très sensibles à la conjoncture et constituent pour les entreprises privées un poste d'ajustement privilégié en phase de ralentissement de l'activité.

⁽¹⁵⁾ Dans certains domaines, les services de l'Etat compétissent avec le secteur privé : c'est le cas de l'hydraulique avec l'Office National des Puits et Forages (O.N.P.F.) ; l'Office National des Barrages et Aménagements Hydro-agricoles (O.N.B.A.H.)

Face à l'incapacité des entreprises déjà existantes d'assurer à elles seules l'ensemble des travaux demandés OU dans le souci d'aller à la conquête des marchés porteurs, plusieurs autres entreprises vont se créer. C'est ce phénomène que nous observons de nos jours depuis le lancement de l'opération "Eau potable pour tous d'ici l'an 2000". Le Burkina Faso ayant bénéficié de financements pour la réalisation de forages et de puits dans pratiquement toutes les localités, nous avons assisté à une augmentation du nombre d'entreprises dans ces domaines.

Pour le cas spécifique de l'habitat, dans les années 1983 à 1990, l'Etat Burkinabé avait pris un certain nombre d'initiatives visant à accroître l'offre de logements et cela à des coûts compatibles avec les niveaux de revenus de la population. Parmi ces initiatives, nous avons les cités de la Révolution⁽¹⁶⁾ qui étaient destinées à la location et à la location-vente (environ 3 000 logements ont été construits pour un coût total de l'ordre de 10 à 12 milliards de FCFA). Ces différents projets avaient pour maître d'ouvrage le ministère chargé de l'habitat mais ont cependant été exécutés par le secteur privé.

Pour ce qui concerne les aménagements fonciers, la mise en valeur des "terres nouvelles" essentiellement dans les vallées libérées de l'onchocercose ont constitué le principal investissement public. Avec la lutte quasiment réussie contre la cécité des rivières, le Burkina Faso a pratiquement doublé ses superficies irriguées depuis 1982, principalement grâce à l'aménagement de petits périmètres irrigués de 30 à 250 hectares, au rythme de 2 000 hectares par an. Cette performance tout à fait positive est d'autant plus intéressante qu'elle a favorisé l'intervention du secteur privé. C'est ainsi que suite à des appels d'offre qui avaient été lancé pour exploitation, le secteur privé à été l'unique postulant. Il va s'en dire que les exploitants retenus vont investir pour démarrer les activités et pour avoir de bons rendements.

⁽¹⁶⁾ A chaque anniversaire de la prise de pouvoir par les révolutionnaires, un certain nombre de cités était inauguré dans les principales villes du Burkina Faso.

La mise en place de cadre approprié (par le biais des investissements publics) susceptible de stimuler ou de soutenir l'investissement privé est également assurée dans les domaines de la protection de l'environnement, des investissements en transport et communication (infrastructures). Sur ce dernier aspect, plusieurs auteurs ont fait des études. Ils sont arrivés à la conclusion selon laquelle les investissements en infrastructures de base (routes, aéroports, télécommunications, électricité, eau...) peuvent affecter de deux manières l'activité économique : directement en rentrant dans la fonction de production des entreprises installées ; indirectement en influençant les décisions de localisation et de création des entreprises privées. Ainsi, à côté de l'outil fiscal (exonération) favorable à la localisation mais qui pèse lourdement sur les finances publiques, on peut procéder à certains types d'investissement qui attirent les opérateurs économiques.

Pour ce qui concerne les ménages, si l'Etat met en place des structures stimulantes (réseaux routiers, l'électricité, le téléphone...) les acquisitions de parcelles en vue de leur mise en valeur s'accroissent. Ainsi, avec la création de la Société Nationale d'Aménagement des Terrains Urbains (SO.NA.T.UR.) qui gère les parcelles viabilisées de OUAGA 2000, la demande a tendance à s'accroître et même à dépasser l'offre.

Si les investissements publics agissent positivement sur la croissance économique à travers leurs effets sur les investissements privés (comme nous l'avons montré à travers quelques exemples), la consommation publique par contre agit négativement sur la consommation privée.

B- Relation entre consommations publique et privée

L'estimation de la fonction initialement posée nous révèle que du point de vue statistique, et à un seuil de 10%, seules deux variables étaient significatives : il s'agit de la consommation publique et du P.I.B.

En effet, le modèle issu de la régression donnait le résultat suivant :

$$\Delta CP_t = -1\,234\,187 - 0,58\Delta CG_t - 1,52\Delta IR_t + 17578235\Delta TIN F_t + 0,84\Delta Y_t + 0,17\Delta CP_{t-1}$$

$$(-0,22) \quad (-1,83) \quad (-0,92) \quad (1,15) \quad (6,94) \quad (1,29)$$

$$R^2=0,78 \quad F=10,66 \quad DW= 2,16$$

Afin de trouver un modèle où tous les coefficients sont significatifs au seuil de 10%, nous avons procédé à une élimination successive et le modèle final qui a été retenu est :

$$\Delta CP_t = 0,15 \Delta CP_{t-1} - 0,58 \Delta CG_t + 0,78 \Delta Y_t$$

$$(1,75) \quad (-1,89) \quad (8,49)$$

$$R^2 = 0,75 \quad F = 26,27 \quad DW = 2,18$$

L'analyse de ce modèle (qui est globalement significatif à un seuil avoisinant 0 %) montre que toutes les hypothèses secondaires ne sont pas vérifiées.

Ainsi, le taux d'inflation même s'il n'est pas significatif, est corrélé positivement à la consommation alors que nous prévoyions un signe négatif. Cela pourrait s'expliquer par de faibles niveaux d'inflation enregistrés (taux moyen annuel de 3%) et le phénomène d'illusion monétaire

Les trois autres variables (ΔIR_t , ΔCP_{t-1} , ΔY_t) qui concernent nos hypothèses secondaires apparaissent avec le signe attendu. Si la consommation retardée n'est pas significative, il n'en est pas de même pour le revenu. En effet, cette variable, conformément aux différentes théories énoncées, est le principal déterminant de la consommation et est le plus significatif de toutes les variables explicatives choisies (le seuil est de 0%).

L'augmentation de l'impôt sur le revenu qui permet à l'Etat d'accroître ses ressources et de diminuer les déficits budgétaires a un effet néfaste sur la consommation privée comme le montre le modèle initial. L'impôt sur le revenu des personnes physiques et morales va diminuer leur revenu disponible qui est une des composantes principales de la consommation des agents privés. Cependant, dans bien des cas, comme le montre le modèle (non significativité du coefficient au seuil de 10%), les agents économiques ne changent que très sensiblement leur comportement de consommation à cause du phénomène d'illusion fiscale.

L'hypothèse principale formulée était qu'il existe entre la consommation publique et la consommation privée une relation de substituabilité.

Les résultats trouvés nous donnent les signes attendus. Il apparaît en fait, d'après les résultats de l'estimation que la consommation publique a une influence négative sur la consommation privée. En effet, toute augmentation de la consommation publique a pour conséquence une diminution de la consommation privée. Cela signifie qu'au fur et à mesure que l'Etat consomme, la consommation privée se réduit. Ce résultat est d'ailleurs celui que les néoclassiques défendaient car selon eux, l'Etat absorbe les ressources du secteur privé et les consomme à sa place. Autrement dit, il n'y a en fait qu'un transfert de la dépense du secteur privé vers le secteur public.

Cet effet d'éviction réelle s'explique par le fait que l'Etat, à travers ses dépenses, effectue certains achats pour offrir des services publics aux ménages et aux entreprises. Certains de ces services constituent souvent des substituts proches des services privés. En les fournissant donc aux agents économiques, l'Etat diminue les dépenses que ceux-ci devaient effectuer dans ces domaines d'où une baisse de la consommation privée. Ainsi, selon le modèle final, une augmentation des dépenses de consommation publique de 1 FCFA (toutes choses égales par ailleurs) entraîne une diminution des dépenses de consommation privée de 1,72 FCFA.

Au Burkina Faso, ce type d'intervention s'observe principalement au niveau des dépenses d'intervention publique ou dépenses de transferts courants qui représentent à peu près 20% des dépenses de consommation. L'Etat, en subventionnant par exemple la vente aux consommateurs de produits essentiels tels que les denrées de consommation courante, les engrais et intrants agricoles, les produits dérivés du pétrole, les produits contraceptifs... maintient leur prix de vente en deçà de leur coût de revient. La subvention à la consommation qui est définie comme la différence entre le prix officiel à la production et le prix à la consommation s'accroît de plus en plus. En effet, la tendance est à l'augmentation des coûts de production alors que l'Etat essaie de maintenir toujours les prix de vente au même niveau ou même de les diminuer dans certains cas.

En subventionnant aussi les sociétés publiques non financières afin qu'elles combrent leurs déficits d'exploitation (cas de certaines sociétés comme celles chargées de l'électricité, de l'eau...), l'Etat maintient le prix des biens et services produits par ces sociétés en deçà des coûts de production. C'est le cas par exemple de l'électricité tributaire des produits du pétrole (gasoil, D.D.O....) dont les coûts sont en perpétuelle évolution. Au même moment, pour des raisons souvent sociales ou dans le souci de vulgariser l'électricité, les autorités refusent toute augmentation du prix du kilowattheure (kWh). Ainsi, malgré un

coût de production estimé à 85 FCFA le Kwh, l'électricité est vendue à perte à Ouagadougou car le prix de vente du Kwh est de 73 FCFA. Dans certaines localités comme Tougan et Dori les coûts de revient sont respectivement de 505 et 363 F CFA alors que le prix de vente est de 61 F CFA.

Pourtant, selon certains économistes qui ont travaillé sur la tarification des services publics, la politique de "vérité par les prix" des biens et services publics (vente au coût marginal) est en fait susceptible de s'appliquer à tous les biens et services publics qui n'ont pas le caractère de biens publics purs c'est-à-dire pour lesquels l'identification de la consommation de chaque usager est possible.

En augmentant les subventions, les agents privés au lieu de consommer plus, vont maintenir intact dans bien des cas leur niveau de consommation (en quantité). Les prix de vente ayant diminué suite à cette intervention publique, alors le sera également la valeur globale de la consommation. La différence qui constitue un surplus de revenu pour le consommateur, est généralement thésaurisée ou placée à court terme.

On peut donc dire que pour certains de ces biens, l'élasticité de la demande de consommation a tendance à s'annuler ou même à diminuer (cela à un seuil déterminé du niveau des prix). Cette analyse semble être en conformité avec un des principes généraux du comportement des ménages. Selon ce principe, moins un produit est cher, moins un changement de son prix a d'incidence sur les dépenses totales et, en conséquence, moins les ménages ont tendance à ajuster les quantités de ce produit qu'ils achètent en cas de variation de son prix. C'est ce type de comportement que l'on observe dans l'utilisation de l'engrais. Malgré sa subvention, il n'est pas certain que les agriculteurs l'utiliseront plus. Dans certains cas ils préfèrent utiliser l'engrais fabriqué par eux-mêmes plutôt que l'engrais produit industriellement sur place ou l'engrais importé.

Concernant les dépenses relatives aux biens et services des administrations locales, on constate que l'utilisation excessive du téléphone peut réduire sa consommation privée. Les agents de l'Etat, en ayant la possibilité de se servir du téléphone des services publics pour leur propre compte, réduiront ainsi leur consommation personnelle qu'ils devraient normalement prendre en charge. La même situation s'observe dans l'utilisation de certains matériels de bureau, qui servent en même temps les besoins individuels.

Pour ce qui concerne les subventions accordées aux établissements scolaires, il faut signaler qu'elles ont pour objet le plus souvent la diminution des dépenses de consommation en matière d'éducation des ménages démunis. Cette intervention de l'Etat se fait dans le souci d'accorder plus de chance à la frange défavorisée afin qu'elle puisse avoir accès à l'éducation. Mais n'est-il pas vrai qu'à partir d'un certain niveau d'éducation et vue sa nécessité, les agents privés sont prêts à payer pour le prix ?

Un autre aspect important dans la gestion des fonds publics est l'augmentation spontanée des traitements des fonctionnaires. Souvent cette mesure est prise en période de difficulté financière touchant aussi bien les fonctionnaires que les autres catégories socio-professionnelles. La dite mesure peut avoir des répercussions négatives sur la consommation privée. En effet, les commerçants et les autres agents des professions libérales, le plus souvent, augmentent systématiquement le prix des produits dès que les autorités annoncent une augmentation des rémunérations des agents publics. Ces augmentations du prix des marchandises peuvent être supérieures à celles des salaires ce qui conduit à une chute de la consommation (au cas où il n'y aurait pas désépargne). Cette situation a été observée surtout au lendemain de la dévaluation car avec une augmentation de 5 à 10% des salaires, le prix des biens de consommation a connu une augmentation moyenne de 20%.

Après avoir examiné l'impact des dépenses budgétaires sur la demande globale (en volume), le paragraphe suivant nous permettra de savoir si les investissements publics améliorent l'efficacité du secteur privé.

§2-Dépenses budgétaires d'investissement et productivité du secteur privé

Le résultat économétrique établissant la relation entre dépenses budgétaires d'investissement et productivité du secteur privé nous donne le résultat suivant :

Handwritten note:
 ↘ IG lentes
 ↙ pas by pass

$$\left[\begin{array}{c} \Delta Y \\ \hline Y \end{array} \right] = 0,0049 + 0,85 \Delta \left[\begin{array}{c} IG \\ \hline IP \end{array} \right]$$

(0,65) (28,41)

$$R^2 = 0,98 \quad DW = 1,47 \quad F = 807,07$$

A travers ce résultat, nous constatons que les investissements publics exercent une externalité positive sur le secteur privé. Le modèle confirme donc notre hypothèse principale, et est globalement significatif.

On peut affirmer à travers le modèle qu'au-delà de l'effet d'augmentation (en volume) que les investissements publics ont exercé sur les investissements privés, ils ont en plus augmenté leur efficacité.

La politique d'investissement public menée donc par l'Etat a engendré des économies externes de production. Autrement dit, les investissements publics

ont profité aux investisseurs privés sans que ceux-ci aient payé pour les avantages procurés.

Il existe des domaines dans lesquels cet effet de l'investissement public sur la rentabilité du secteur privé est visible : c'est le cas des investissements dans la recherche, des investissements en infrastructures,...

T.J.GOERING (1981), quant à lui, accordait une place importante à l'investissement immatériel. Il affirmait que les investissements dans la création et la diffusion de connaissances sont parfois plus avantageux que l'investissement en matériel.

Au Burkina Faso, des investissements ont été effectués dans le domaine agricole par le biais des institutions étatiques que sont l'Institut National d'Etudes et Recherche Agricole (I.N.E.R.A.) et le Centre National de Recherche Scientifique et Technologique (C.N.R.S.T.). Ainsi, à travers leurs recherches, ils ont mis en place des variétés de niébé qui résistent aux climats chauds notamment la chaleur du Nord du Burkina et dont les rendements sont élevés. Ces services de recherche ont également mis en place de nouvelles variétés de mil et de sorgho moins exigeantes en eau. L'agriculture étant l'exclusivité du secteur privé (à part quelques champs expérimentaux), un bénéfice est donc retiré par celui-ci sans qu'il ait eu à supporter les coûts.

Le Burkina Faso également, avec l'appui des bailleurs de fonds a bénéficié et continue de bénéficier de financements dans le domaine agricole. Ces projets sont pilotés par des agents publics du ministère chargé de l'agriculture, des chercheurs du ministère chargé de la recherche et par des conseillers techniques expatriés qui partagent leurs connaissances avec les populations rurales. Ils fournissent à ces dernières des techniques culturales, certaines variétés de céréales... en adéquation avec le milieu climatique où elles sont fixées afin qu'elles aient de bons rendements. Ces différentes techniques

peuvent alors être utilisées par plusieurs agriculteurs car elles sont régies par le principe de la non-rivalité. Cela explique la capacité particulière de ces techniques à engendrer des externalités.

Les grands travaux réalisés par l'Etat pour mettre en place des systèmes d'irrigation sont également des facteurs d'augmentation de la productivité du secteur privé.

Les activités à forte rentabilité du secteur public complétant, au lieu de concurrencer les activités du secteur privé se retrouvent également au niveau des infrastructures. Ainsi, les infrastructures de transport peuvent améliorer la circulation des biens et stimuler la production du secteur privé car elles désenclavent les régions dont l'accès est difficile : c'est un secteur de soutien à la production.

L'exemple le plus frappant au niveau du Burkina Faso reste l'amélioration de la production et de l'écoulement des fruits (mangues, papayes, oranges...). Ces fruits largement produits au niveau de la partie sud-ouest du pays, pourrissaient, faute de bonnes voies pour les acheminer dans les autres régions. Ce n'est que dans les années 80 à 90 que les autorités mirent en place des routes en terre ordinaire permettant d'une part l'acheminement de ces fruits ; d'autre part la stimulation des fermiers à produire plus.

A la date du 20 juin 1999, la route bitumée Bobo-Dioulasso-Orodora-frontière du Mali fut inaugurée sous la présidence des chefs d'Etats du Burkina Faso et du Mali, témoignant de l'importance qu'ils accordaient à cette réalisation.

Des exemples d'externalités positives de production se rencontrent également dans plusieurs domaines comme la santé, l'environnement... Notre choix a porté principalement sur le secteur agricole car il est le plus grand pourvoyeur d'emploi et l'un des secteurs qui contribue le plus à la croissance.

Si jusque-là nous avons considéré les dépenses de consommation et d'investissement dans leur ensemble, nous allons à présent isoler les dépenses sectorielles de personnel (une des composantes des dépenses de consommation publique) et mesurer leur impact sur la croissance économique.

§3-Dépenses budgétaires de personnel et choix des secteurs de concentration

L'Etat, pour conduire sa politique économique, a besoin d'agents publics au niveau de tous les secteurs. Ces agents qui émargent au niveau du budget de l'Etat, accomplissent des tâches censées contribuer à élever le niveau de la production.

L'estimation économétrique du modèle, après avoir procédé aux éliminations successives nous donne le résultat suivant :

$$Y = 12,4 \text{ AUT} + 9,01 \text{ DEF} - 73,1 \text{ DR} + 18,3 \text{ ED} + 383,95 \text{ ICAM} - 45,85 \text{ SA}$$

$$(5,7) \quad (1,9) \quad (-2,65) \quad (2,9) \quad (2,33) \quad (3,14)$$

$$R^2 = 0,99$$

$$DW = 1,68$$

$$F = 716,45$$

*Abse
du*

De ce résultat, nous pouvons faire les analyses et interprétations suivantes :

- A travers ce modèle, nous constatons que les dépenses de personnel relatives à la défense sont productives, contrairement à ce que conclue la plupart des études effectuées dans les pays en voie de développement. Cela est dû en partie au fait qu'au Burkina Faso, ce secteur ne regroupe pas uniquement la défense du territoire. On y trouve des dépenses effectuées au profit des appelés du Service National pour le Développement (S.N.D.) qui interviennent principalement dans les domaines de la santé, de l'éducation et des régions financières. En effet, tous les élèves-fonctionnaires et les étudiants (en instance d'être recrutés dans la fonction publique) en fin de cycle, doivent servir l'Etat pendant une durée d'une année moyennant une rémunération mensuelle de 22 000 F CFA. Etant sous la tutelle du ministère de la défense pendant cette phase de production, il va s'en dire que plus leur nombre augmente, plus le niveau de la production se trouvera affecté positivement. Cela est d'autant plus vrai si l'on sait (suivant le modèle) que ces trois secteurs sont productifs.

A côté de ces agents civils, on y trouve des militaires qui interviennent dans des activités productives. C'est le cas des médecins, dentistes, pharmaciens, vétérinaires... militaires que l'armée met à la disposition de la population. De plus, certaines activités de production étaient encouragées au sein des forces armées (élevage, agriculture...). Le rôle joué par le génie militaire dans les travaux de construction de routes, de barrages... n'est également pas négligeable.

- Du point de vue statistique, deux secteurs ne sont pas significatifs et apparaissent avec des signes négatifs : il s'agit du développement rural et des infrastructures. Pourtant en ce qui concerne les dépenses d'investissements publics, ce sont ces deux secteurs qui jouent des rôles très importants dans la croissance. En augmentant les dépenses d'investissements dans ces secteurs, on assiste d'une part à l'élévation du niveau de l'investissement privé ; d'autre part à leur plus grande efficacité.

Comme souligné précédemment, les grands travaux exécutés au niveau des infrastructures et du développement rural sont le fait du secteur privé. Le secteur public intervient donc très peu (sauf pour réglementer et superviser les travaux). En recrutant donc le personnel dans ces secteurs, l'Etat ne fait que "grossir" le nombre des agents qui, le plus souvent interviennent loin du terrain car ils sont dans les ministères, les administrations locales et centrales.

C'est cette situation qui s'était produite pendant les indépendances jusque dans les années 90. Un système complexe d'institutions, de réglementations et de mécanismes octroyaient à l'Etat un rôle prépondérant. La pléthore d'institutions du secteur agricole et rural était frappante (six offices de commercialisation et de stabilisation ; plus d'une vingtaine de structures décentralisées).

Pour ce qui concerne le secteur des infrastructures, les agents publics interviennent également très peu sur le terrain alors que leur formation les prédestinait à cela.

- Les dépenses de personnel relatives à la santé stimulent la production et sont statistiquement significatives. Signalons qu'au Burkina Faso la ressource principale du pays est constituée par les hommes, surtout les agriculteurs et les éleveurs vivant dans les campagnes et représentant à peu près 80% de la population active. En s'occupant donc de leur santé, on ne peut que stimuler la production. Il en est de même pour les autres travailleurs, car l'amélioration de l'état de leur santé peut être directement et immédiatement bénéfique grâce à l'augmentation de leur force, leur endurance et leur aptitude à se concentrer pendant leur travail.

Le Burkina Faso bien que disposant d'un personnel en nombre réduit (1 agent de santé pour 30507 habitants) fait d'énormes efforts dans ce secteur. Chaque année, un millier d'agents de santé (médecins, pharmaciens, infirmiers,

agents itinérants de santé...) sont mis à la disposition des zones rurales. Ceux-ci travaillent sur la base d'un engagement décennal à servir en milieu rural.

L'augmentation du nombre d'agents de première ligne (auxiliaires et itinérants) est le résultat d'une stratégie sectorielle qui met l'accent sur les formations proches des communautés villageoises.

De plus, ces agents de première ligne appuient souvent les projets d'hydraulique villageoise, de développement rural, de santé... dans leur travail de formation et de sensibilisation dans les domaines de l'hygiène et de la santé.

La santé étant très importante pour une société, SELMA MUSHKIN (1962) disait que les dépenses de santé constituent un investissement dans le capital humain.

- L'éducation qui est considérée comme un moyen permettant d'acquérir des connaissances contribuant à l'épanouissement des individus et au développement de l'économie nationale est, selon notre modèle, corrélée positivement à la production et est significative. Cela se justifie par le fait que la formation dont bénéficie la population est souvent rentable pour l'économie.

Un effort particulier est fait pour assurer cette formation : en témoigne le recrutement chaque année de plus de 2 000 élèves-instituteurs ; plus de 200 élèves-professeurs des lycées et collèges et qui, à leur sortie servent en milieu rural. Cependant, un accent est mis sur l'enseignement de base afin que l'objectif d'un taux de scolarisation de 50% soit atteint d'ici l'an 2000. Ainsi, on assiste à un accroissement de l'éducation officielle dispensée dans les écoles primaires et dont les bénéficiaires sont les jeunes qui n'ont pas encore commencé la vie professionnelle.

A côté de l'éducation officielle, il y a l'éducation non officielle qui propose des programmes organisés à l'extérieur des écoles, suivis par des adultes. Ces programmes sont généralement plus courts, spécialisés et plus

préoccupés aux connaissances pratiques. Ces types de formations sont le plus souvent réalisées par des agents publics émergeant au budget de l'éducation. Ces formations ont la caractéristique d'être productives à court terme.

Le recrutement des chercheurs (surtout dans les domaines scientifiques) a également des effets positifs sur la production.

- Le personnel travaillant au niveau des services administratifs contribue positivement à l'augmentation du niveau de la production. En fait, l'activité économique pour qu'elle soit performante, doit s'exécuter dans un cadre organisé et dans le respect d'un certain nombre de règles. Ainsi, au Burkina Faso l'administration joue un rôle très important dans la croissance économique.

Les agents des administrations financières sont, pour ce faire, recrutés chaque année afin de faire face aux besoins croissants de l'Etat. Dans un environnement marqué par la volonté de l'éclosion du secteur privé, leur rôle se trouve renforcé car ils doivent être le lien entre les secteurs public et privé. De plus, l'exécution et le suivi des multitudes de projets financés avec l'appui des bailleurs de fonds (plus de 250 projets) doivent être faits par des agents maîtrisant les procédures administratives.

- Les dépenses de personnel relatives à l'industrie, au commerce, à l'artisanat et aux mines apparaissent avec un signe positif. Cette corrélation positive avec le niveau de la production pourrait être liée au sous-secteur minier. En effet, les industries extractives ont longtemps joué un rôle important dans la croissance économique au Burkina Faso. Ce sous-secteur a pendant un long temps été l'exclusivité de l'Etat qui, à travers ses services techniques que sont le Bureau des Mines et de Géologie du Burkina (BU. MI. GE. B.), le Comptoir Burkinabé des Métaux Précieux (C. B. M. P.),...exploitait les

ressources minières dont disposait le Burkina Faso. Pour ce faire, des géologues étaient recrutés pour étoffer le personnel et pouvoir mener des recherches sur l'ensemble du territoire. L'importance de leur rôle se mesure par la contribution très importante du sous-secteur minier au P. I. B.

Ce n'est que vers la moitié des années 90 (donc très récemment) qu'il fut opérée une restructuration de ce sous-secteur. Cette restructuration a trait surtout à la libéralisation de l'exploitation minière, permettant ainsi au secteur privé d'être un acteur actif dans les industries extractives.

L'apport des techniciens au niveau des industries n'était également pas à négliger même si ces dites industries se sont révélées inefficaces dans bien des cas.

SECTION II) RECOMMANDATIONS

Les résultats économétriques et particulièrement l'interprétation des hypothèses principales nous ont montré que la politique des dépenses budgétaires telle que menée au Burkina Faso a des forces mais présente également des faiblesses. Notre rôle sera de faire quelques suggestions afin de pallier les insuffisances que nous avons décelées.

Dans l'ensemble, les dépenses budgétaires d'investissement favorisent la croissance économique. Elles agissent positivement sur le niveau de l'investissement privé d'une part, et sur la productivité du secteur privé d'autre part comme le confirment les résultats économétriques.

Quant aux dépenses de consommation publique prises globalement, elles influencent négativement la consommation privée. Mais elles ont un effet sensiblement positif sur l'investissement privé car le coefficient liant ces deux

variables est non significatif. Une de ses composantes, à savoir les dépenses de personnel, agissent suivant l'affectation, soit positivement, soit négativement sur le niveau de l'activité comme le montrent les coefficients du modèle ultérieurement étudié.

Ces résultats supposent alors que l'Etat burkinabé, dans sa politique d'assainissement des finances publiques doit mettre l'accent sur les dépenses d'investissement. Quant aux dépenses publiques de consommation, elles doivent être réduites et /ou revues dans leur composition. Si nécessaire, la réduction des dépenses de consommation doit servir à une augmentation des dépenses d'investissement.

Comme le soutient R. J. BARRO (1993), il faut distinguer parmi les dépenses publiques celles qui sont susceptibles de stimuler la croissance économique ; et ce sont les dépenses d'investissement dans une large mesure au Burkina Faso.

Quant à MM. ALESINA et PEROTTI (1996), ils établiront à partir d'une étude effectuée sur 20 pays industrialisés entre 1960 et 1994 qu'il se peut fort bien que le dosage des mesures d'assainissement soit l'élément le plus important. Pour eux, l'assainissement donne sans doute de meilleurs résultats et favorise éventuellement la croissance s'il repose pour l'essentiel sur une réduction des transferts et de la masse salariale des administrations publiques. Par contre, selon eux, il n'est pas, en général, durable et freine la croissance s'il se fonde principalement sur une hausse des impôts et une diminution de l'investissement public.

De même, selon les conclusions d'une étude menée par J. R. BARTH et M. BRADLEY (1987), les dépenses de consommation publique ont une influence négative sur la croissance, d'où leur réduction s'impose. Par contre,

ils préconisent une augmentation des dépenses d'avenir telles que celles relatives à la recherche et à l'éducation.

Une étude réalisée par le F. M. I. conclut que les compressions de certains postes budgétaires, si elles sont bien ciblées et chronologiquement adéquates, peuvent stimuler la demande et la croissance. La dite étude préconise qu'il ne faut pas limiter systématiquement les dépenses de matériel, sous le prétexte d'un ajustement, car cela pourra nuire à l'efficacité de l'administration publique qui a également un rôle à jouer dans le processus de croissance.

Quant à Maurice DUVERGER (1967), il mettra en évidence l'importance de certaines catégories de dépenses publiques, en affirmant que toutes les dépenses publiques ne constituent pas des charges publiques.

Après avoir présenté les implications de politiques économiques dans leur ensemble, et présenter succinctement la position de certains auteurs, nous allons essayer d'être encore plus précis dans nos recommandations. Ces recommandations auront trait aux politiques à adopter en matière de consommation publique et d'investissement public.

§1- Politiques à adopter en matière de consommation publique

Le lien entre dépenses de consommation privée et publique nous a permis de constater que l'intervention de l'Etat n'est pas tout à fait efficace. Souvent il agit à la place du secteur privé ou exécute certaines dépenses qui peuvent être prises en charge par celui-ci. En augmentant la consommation publique (donc le déficit), on assiste à une diminution de la consommation privée.

Par exemple, certaines subventions ne font qu'augmenter le déficit budgétaire et freiner la demande alors qu'on peut soit les supprimer

progressivement, soit les réduire sans que les bénéficiaires n'en ressentent les effets. On peut citer comme exemple le cas du carburant subventionné et vendu à 390 F CFA le litre. En réalité (dans la plupart des cas), le consommateur achète ce carburant au niveau des stations d'essence à 400 FCFA le litre, faute de petites pièces (monnaie). Pour ce faire, il serait souhaitable que l'Etat réduise de 10 FCFA par litre la subvention accordée au carburant et augmente le prix de vente de 10 FCFA ;et cela à court terme.

L'objectif des subventions, soulignons-le, est de permettre aux couches sociales à faible revenu d'avoir facilement accès à certains services ou à certains produits. Sans donc recommander une suppression ou une diminution très forte de ces subventions (ce qui peut provoquer des remous sociaux), il faut cependant mettre en place un système permettant d'atteindre l'objectif visé. Cela est nécessaire car l'on constate que ce sont les classes sociales les plus aisées qui en profitent le plus. En effet, dans la plupart des cas, les biens et services subventionnés sont offerts à tous sans distinction. Les ménages aisés étant souvent les plus gros consommateurs des produits subventionnés que les ménages à faible revenu, ils profitent plus des subventions, en valeur absolue, que ces derniers. La subvention doit donc profiter uniquement au groupe cible. Pour ce faire, il faut élaborer des méthodes de ciblage (même si cela est souvent difficile). Par exemple, les subventions alimentaires pourraient être accordées aux zones urbaines qui accusent en général un déficit céréalier ou à des catégories vulnérables faciles à identifier (personnes âgées sans soutien, enfants, chômeurs, handicapés...) ; les bourses d'études accordées sur la base du mérite aux enfants qui ont des parents démunis...

Si l'impact négatif des dépenses de consommation a été souligné jusque-là, il faut reconnaître qu'elles toutes, n'affectent pas négativement la croissance. En effet, comme le montrent les résultats économétriques de la fonction d'investissement, il existe une corrélation positive entre

consommation publique et investissement privé. Or ce dernier agit positivement sur la croissance. Cette relation positive (même si elle n'est pas significative) entre consommation publique et investissement privé peut être due : à la présence d'une administration dotée d'hommes dévoués (qui doivent être correctement rémunérés) ; à la garantie d'une paix civile... Dans une telle situation, comme l'indique R.J. BARRO (1987), les services fournis par une administration peuvent entrer dans la fonction de production des entreprises. De ce fait, il faut éviter de faire des coupes importantes dans les achats de biens et services car les agents de l'administration se trouveraient dans l'incapacité de travailler efficacement.

En nous limitant d'ailleurs au cas des dépenses de personnel relatives aux services administratifs (voir annexe), on constate qu'elles ont un impact positif sur la croissance économique. La nécessité de procéder à des réformes structurelles, comme par exemple la réforme de la fonction publique s'impose donc. Ce même impact positif est observé pour les dépenses de personnel relatives à la défense, à la santé, à l'éducation.

Pourtant, l'un des objectifs du P.A.S. est la réduction de la proportion de la masse salariale dans le budget. Face aux difficultés d'une réduction du personnel et des salaires, l'Etat devra réduire les nouveaux recrutements dans les secteurs jugés non productifs et mieux affecter les agents pour qu'ils soient plus efficaces. Notre étude nous a montré que la politique de recrutement que poursuit l'Etat doit continuer. Cependant, les agents des ministères techniques doivent s'impliquer plus dans les projets de développement qui sont du domaine de leur compétence. Leur intervention sera surtout nécessaire dans les études de faisabilité et dans l'élaboration des dossiers d'appels d'offre.

Pour ce qui concerne les rémunérations, le niveau des salaires jugé faible par les fonctionnaires⁽¹⁷⁾ est un facteur démotivant. Cette démotivation peut

⁽¹⁷⁾ Selon certains experts de la Banque Mondiale, le niveau de salaires des fonctionnaires est très élevé. Ils comparent pour ce faire, le niveau moyen des salaires au P.I.B./tête d'habitant.

pousser alors les agents publics à consacrer peu de temps à leur tâche de bureau et à être peu productifs. Les agents les plus expérimentés sont alors intéressés par le secteur privé ou les organismes internationaux. De plus, ils sont facilement corruptibles.

Souvent, la faible productivité des agents publics peut être également liée à leur niveau de formation qui est insuffisante ou obsolète OU à la garantie d'un travail stable. Pour ce faire, l'Etat devra faire un effort pour intéresser les fonctionnaires méritants par le biais d'une promotion de carrière (synonyme d'augmentation de salaire) et par l'octroi de bourses de perfectionnement. Cela implique qu'il faut cesser de "politiser" l'administration.

§2- Politiques à adopter en matière d'investissements publics

Notre étude économétrique nous a montré que les investissements publics, en plus de l'effet positif qu'ils exercent sur le volume des investissements privés, contribuent également à l'amélioration de leur rentabilité. A travers donc ces résultats, nous ne pouvons que recommander une intervention plus poussée de l'Etat dans le financement des investissements.

Si ces investissements publics comme nous l'avons vu, profitent au secteur privé, il serait surtout opportun que les entreprises privées nationales en tirent des avantages également dès leur exécution. Pour ce faire, la procédure de passation des marchés publics doit tenir compte du facteur de préférences nationales. Les entreprises privées nationales crédibles, à défaut de pouvoir concurrencer valablement contre les entreprises étrangères, doivent bénéficier

de certains avantages⁽¹⁸⁾. Leur promotion pourra par exemple passer par le regroupement d'entreprises nationales et étrangères pour tous les marchés de travaux dont le montant dépasse cinq cent (500) millions de FCFA. Cela permettra aux entreprises nationales d'avoir plus d'expérience et évitera des fuites hors du circuit économique national. La nécessité d'un dialogue franc avec les bailleurs de fonds (qui financent la grande partie des investissements publics) s'impose donc.

En effet, ces derniers, qui pour la plupart défendent leurs intérêts, doivent être amenés à se soucier de l'impact de leur financement sur la promotion du secteur privé national.

L'augmentation du niveau des investissements privés pourra se faire également par le renforcement du processus de décentralisation et de déconcentration. A cet effet, il faut éviter de concentrer les investissements publics uniquement dans les deux principales villes (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) : un développement harmonieux et équilibré de toutes les régions du Burkina Faso s'impose donc.

La concentration des investissements publics aura pour effet une concentration des investissements privés, d'où une saturation des entreprises et la disparition de certaines d'entre elles. Une bonne répartition des investissements publics par contre, pourra inciter certaines entreprises à s'installer et à entreprendre des activités économiques dans les nouvelles zones aménagées. Nous admettons à cet effet avec Ricardo Lopez MURPHY (1986)

⁽¹⁸⁾ L'article 50 de la réglementation générale des marchés publics du Burkina Faso stipule : « les entreprises nationales bénéficieront, dans le cadre des marchés de travaux, d'une marge de préférence de dix pour cent (10%) du montant de leurs offres ». Cependant, en ce qui concerne ces types de marché, la réglementation ne fait pas cas des associations entreprises nationales-entreprises étrangères. Seules des marges de préférence de cinq pour cent (5%) sont accordées aux groupements cabinets d'études burkinabé-cabinets étrangers pour les marchés d'études. Cela, à condition que l'intervention des entreprises nationales représente au moins quarante pour cent (40%).

qu'une décentralisation budgétaire bien conçue améliore l'efficacité des dépenses publiques. D'ailleurs, les populations sont plus motivées lorsqu'on leur montre l'utilisation de leurs impôts.

L'importance des investissements publics ayant été mentionnée, il faut également s'intéresser à leur entretien car les conséquences de la détérioration des infrastructures existantes sont souvent catastrophiques. Dans certains secteurs (routes par exemple.) les dépenses d'entretien se sont révélées plus rentables que les dépenses consacrées à de nouveaux projets : il faut alors bien gérer les charges récurrentes.

La nécessité d'un accroissement des investissements publics ne doit pas nous faire oublier le fait qu'ils ne soient pas tous rentables. Si la structure de l'économie burkinabé est telle que les grands travaux sont pratiquement tous exécutés par le secteur privé, il va s'en dire qu'il y aura nécessairement une relation de complémentarité entre investissements publics et privés.

L'aspect qui doit alors intéresser les autorités politiques est le choix des investissements rentables, c'est-à-dire ceux qui soutiennent la production du secteur privé : c'est le cas des routes ; de la recherche fondamentale qui s'apparente parfois à une loterie fortement risquée, d'où une dissuasion des agents privés (qui ont de l'aversion pour le risque)...

CONCLUSION

Notre question de départ visait à apprécier l'impact que pouvaient avoir les dépenses budgétaires sur la croissance économique au Burkina Faso. Pour y répondre, nous avons au préalable procédé à une classification par nature des dépenses budgétaires ; ce qui nous a donné les dépenses budgétaires de consommation et d'investissement. De plus, nous nous sommes intéressés à une composante sensible des dépenses de consommation, à savoir les dépenses de personnel.

Tenant compte du fait que, d'une part l'activité du secteur public sert au mieux l'objectif de la croissance lorsqu'elle complète les initiatives privées plutôt qu'elle ne rivalise avec elles ; et d'autre part que la tendance est à la volonté d'une maîtrise des dépenses publiques, nous avons émis quatre hypothèses principales :

- il existe entre les investissements publics et privés une relation de complémentarité ;
- il existe une relation de substituabilité entre la consommation publique et la consommation privée ;
- l'investissement public accroît la productivité du secteur privé ;
- les dépenses sectorielles de personnel peuvent avoir des effets positifs sur le niveau de l'activité économique.

Pour donner forme à ces hypothèses, nous avons construit des modèles inspirés principalement d'études déjà réalisées. Ainsi, les fonctions d'investissement privé et de consommation privée nous ont permis de connaître

le type de relation (complémentarité ou substituabilité) existant entre investissements publics et investissements privés d'une part ; entre consommation publique et consommation privée d'autre part. Certes, l'investissement privé et la consommation privée ne dépendent pas uniquement des variables budgétaires d'où l'introduction dans les fonctions élaborées de certaines variables de contrôle.

De même, des fonctions ont été construites afin de mesurer les externalités des investissements publics sur le secteur privé et d'apprécier l'impact des dépenses sectorielles de personnel sur le niveau de l'activité économique.

Soumis à l'épreuve des faits, les modèles nous ont permis d'aboutir aux résultats suivants :

- toute augmentation des dépenses publiques d'investissement accroît aussi bien le niveau des investissements privés (complémentarité) que leur efficacité (externalité positive) ;
- toute augmentation des dépenses publiques de consommation diminue les dépenses privées de consommation ; mais provoque par contre une augmentation peu sensible du niveau des investissements privés ;
- certaines dépenses sectorielles de personnel (défense, santé, éducation, administration générale, industrie, commerce, artisanat, mines) sont favorables à la croissance économique.

Ces résultats appellent un certain nombre de mesures à prendre en termes de politique économique. Ces mesures ont trait aussi bien aux dépenses d'investissements publics que de consommation publique. Ainsi, nous avons recommandé une augmentation des investissements productifs et rentables. Par contre, les dépenses de consommation publique doivent être revues dans leur

composition : il faut par exemple réduire certaines subventions et augmenter les dépenses de matériels.

Il faut reconnaître cependant que l'application de ces recommandations n'est pas tout à fait aisée vue la difficile malléabilité de certaines catégories de dépenses. C'est ainsi qu'il est parfois difficile de réduire les salaires (ou le nombre de salariés) et certaines subventions sans qu'il y ait réticence des groupes de pression. Quant aux dépenses relatives au matériel, aux investissements... elles peuvent être facilement revues à la baisse sans que les autorités rencontrent instantanément une opposition de la population.

Chacune des mesures envisageables comporte des coûts et des avantages, d'où des arbitrages indispensables demeurent difficiles. Néanmoins notre étude nous a permis de mieux cibler les types de dépenses budgétaires que les autorités politiques doivent privilégier si elles veulent une augmentation de la production.

De ces résultats, nous pouvons donc affirmer que le budget n'est pas neutre. En effet, les dépenses publiques peuvent et doivent se mettre au service du développement, et principalement au service du secteur privé qui, de nos jours, doit être le moteur du développement. Il doit y avoir une certaine complémentarité entre secteur public et secteur privé. Pour montrer la nécessité de cette complémentarité, J.M. KEYNES disait : « l'important, pour l'Etat, n'est pas de faire ce que les individus font déjà et de le faire un peu mieux ou mal, mais de faire ce que personne d'autre ne fait pour le moment ».

Si les modèles élaborés nous ont permis de répondre aux questions de recherche qui étaient posées dans le cadre de ce travail, il faut reconnaître que

nous pouvions élargir le champ d'analyse si les données dont nous avons besoin étaient toutes disponibles. Ainsi, par manque de données sur les dépenses sectorielles d'investissement, nous n'avons pas pu isoler avec précision les domaines dans lesquels l'Etat doit investir le plus. Un approfondissement de ce travail est donc nécessaire. Cet approfondissement nous permettra sans doute d'avoir un aperçu beaucoup plus net sur notre question principale.

BIBLIOGRAPHIE

1. **AMABLE B et GUELLEC D**, Les théories de la croissance endogène, Revue d'Economie Politique, N° 102, Mai-Juin 1992.
2. **ARTUS P**, Efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire, Revue Française d'Economie, N°4, 1989, p 1-7.
3. **ASCHAUER David Alan**, Does public capital crowd out private capital ? , Journal of Monetary Economics, N°24, 1989.
4. **ASCHAUER David Alan** , Is public expenditure productive ? Journal of Monetary Economics, N°23, 1989.
5. **ASCHAUER David Alan et LÄCHLER Ulrich**, Public investment and economic growth in Mexico, Policy Research Working Paper, N° 1964, August 1998, 18 p.
6. **BARRO Robert J**, Are government bonds net wealth ? , Journal of Political Economy, Vol 81, 1974, p 1095-1117.
7. **BARRO Robert J**, Government spending in a simple model of endogenous growth, Journal of Political Economy, N° 98, October 1990.
8. **BARRO Robert J et SALA-I-MARTIN**, La croissance économique, Collection Sciences économiques, Mc Graw Hill / Ediscience, 1996.
9. **BASLE M**, Le budget de l'Etat, La découverte, 1989.
10. **BLEJER Mario and Moshin S. KHAN**, Private investment in developing countries, I. M.F. Staff Papers, N°31, June 1984, p 379-403.
11. **BLEJER Mario et SZAPARY Gyorgy**, Chine : évolution du rôle des politiques macro-économiques, Finances et Développement, Vol 27, N°2, Juin 1990, p 32-35.
12. **CAHIER FRANÇAIS**, Les dépenses publiques, N°226, La documentation française, 1989.
13. **CAMARA Sékou**, Déficits budgétaires, dépenses privées et croissance économique au Mali (1980-1996), Mémoire de D.E.A., Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Dakar, 1998, 76 p.
14. **DE LONG J. B et SUMMERS L.H**, Equipment, investment and economic growth : how strong is the nexus ? , Brookings Papers on Economic Activity, N°2, 1992, p 157-211.
15. **DEVARAJAN S, SWAROOP V and ZOU H**, The composition of public expenditure and economic growth, Journal of Monetary Economics, N°37, 1996, p 313-344.

16. **DIAMOND Jack**, Government expenditure and growth, Finance and Development, Vol 27, N°4, December 1990, p 34-36.
17. **EASTERLY William and R LEVINE**, Is Africa different ? Evidence from growth regression, Manuscript, World Bank, April 1994.
18. **EASTERLY William and SCHMIDT-HEBBEL Klaus**, Fiscal deficits and macro-economic performance in developing countries, World Bank Research Observer, Vol 8, N°2, July 1993, p 221-237.
19. **EASTERLY William, Carlos A. ROGRIGUEZ and Klaus SCHMIDT-HEBBEL**, Public Sector Deficit and Macroeconomic Performance, World Bank and Oxford University Press, Washington D.C, 1994.
20. **EUZEBY A et HERSCHTEL M.L.**, Finances Publiques. Une approche économique, éd Dunod, 1990.
21. **FAÏNI Riccardo**, Investissement public et investissement privé en Afrique : éviction ou entraînement ? , Réformes dans la Gestion du Secteur Public, 1994, Chapitre 2, p 291-303.
22. **FELTENSTEIN, ANDREW and JIMING H.A.**, The role of infrastructure in Mexican economic reform, World Bank Economic Review, Vol 9, N°2, May 1995.
23. **GREENE Joshua and VILLANUEVA Delano**, Determinants of private investment in LDCs, Finance and Development, Vol 27, N°4, December 1990, p 40-42.
24. **HAQUE N.U. and P. MONTIEL**, Consumption in development countries : tests for liquidity constraints and finite horizon, Review of Economics and Statistics, Vol 71, N°3, 1989.
25. **HELLER Peter**, Analyse et ajustement des dépenses publiques dans les P.M.A., Finances et Développement, Vol 22, N°2, Juin 1985, p 2-5.
26. **HUANG Yukon et NICHOLAS Peter**, Les coûts sociaux de l'ajustement, Finances et Développement, Vol 24, N°2, Juin 1987, p 22-24.
27. **KARRAS Georgio**, Government spending and private spending : some international evidence, Journal of Money, Credit and Banking, N° 26, February 1994, p 9-22.
28. **KEYNES John Maynard**, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Mac Millan, Londres, 1936, 383 p.
29. **LEIJONHUFVUD A**, On keynesian economics and the economics of Keynes, Oxford University Press, New York, 1968.
30. **MACKENZIE George A et ORSMOND David W.H.**, Qualité de l'ajustement budgétaire et croissance, Finances et Développement, Vol 33, N°2, Juin 1996, p 21-23.
31. **MADARASSY Andrea**, L'investissement privé reprend dans les pays en développement, Finances et Développement, Vol 27, N°2, Juin 1990, p 48.

32. **MANKIW N. G, David ROMER and David N WEIL**, A contribution to the empirics of economic growth, Quarterly Journal of Economics, May 1992.
33. **MOUGEOT M**, Economie du secteur public, Economica, 1989.
34. **NAZMI N and M. D. RAMIREZ**, Public and private investment and economic growth in Mexico, Contemporary Economic Policy, N°15, 1997.
35. **O.C.D.E**, La maîtrise et la gestion des dépenses publiques, Paris, 1987.
36. **OFFERDAL Erik C**, Réponse de l'investissement et de la croissance aux politiques d'ajustement, Finances et Développement, Vol 33, N°2, Juin 1996, p 18-20.
37. **PERCEBOIS J**, Economie des finances publiques, Armand Colin, Paris, 1991.
38. **RAMA Martin**, Empirical investment equations in developing countries, Striving For Growth After Adjustment, Washington D.C, World Bank, 1990.
39. **ROMER P**, Macroéconomie approfondie, Collection Sciences Economiques, Mc Graw Hill Ediscience, 1997.
40. **ROMER P**, The new Keynesian synthesis, Journal of Economic Perspectives, Vol 7, 1993, p 5-22.
41. **SACHS Jeffrey and ANDREW M Warner**, Sources of slow growth in african economics, Journal of African Economies, October 1997.
42. **SCHADLER Susan**, Les programmes d'ajustement appuyés par le F.M.I. réussissent-ils ? , Finances et Développement, Vol 33, N°2, Juin 1996, p 14-17.
43. **SCHMIDT HEBBEL K and EASTERLY William**, Macroeconomics of public sector deficit : a synthesis, Working Papers Series, Washington D.C, World Bank, 1991.
44. **SELOWSKY Marcelo**, L'ajustement dans les années 80 : vue d'ensemble, Finances et Développement, Vol 24, N°2, Juin 1987, p 11-14.
45. **SELOWSKY Marcelo**, La reprise de la croissance en Amérique Latine passe par plusieurs étapes, Finances et Développement, Vol 27, N°2, Juin 1990, p 28-31.
46. **SHAFIK Nemat**, Modeling private investment in Egypt, Journal of Development Economics, N°39, October 1992, p 236-277.
47. **STIGLITZ J. E**, The role of the government in economic of development, Annuel Word Bank Conference on Development Economics, Washington, 1997.
48. **TANZI Vito**, Politique budgétaire, croissance et programmes de stabilisation, Finances et Développement, Vol 24, N°2, Juin 1987, p 15-17.
49. **WEBER**, L'Etat, acteur économique, Economica, 1988.
50. **YOULA Kouya Guy Serge**, Déficits et effets expansionnistes de la politique budgétaire au Congo, Mémoire de D.E.A., Faculté des Sciences économiques et de Gestion, Dakar, 1997, 71 p.

ANNEXES

Résultat de l'estimation de la fonction d'investissement privé (avant application de la procédure d'élimination successive).

LS// Dependent Variable is VIP				
Date : 06/25/99 Time 10 :00				
Sample (adjusted) : 1970 1996				
Included observations : 27 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
VCE	0.475384	0.291551	1.630536	0.1179
VCG	0.188284	0.770809	0.244268	0.8094
VIG	0.955558	0.261606	3.652661	0.0015
VT	1.467099	0.492220	2.980573	0.0071
VVY	0.213831	0.051889	4.120943	0.0005
C	-9991549	4412681	-2.264281	0.0343
R-squared	0.564005	Mean dependent Var		4935244
Adjusted R-squared	0.460196	S.D. dependent Var		18629752
S.E. of regression	13687530	Akaike info criterion		33.05712
Sum squared resid	3.93 E+15	Schwarz criterion		33.34509
Log likelihood	-478.5825	F-statistic		5.433127
Durbin-Watson stat	2.334815	Prob (F-statistic)		0002320

Résultat de l'estimation de la fonction d'investissement privé (après application de la procédure d'élimination successive).

LS// Dependent Variable is VIP				
Date : 06/25/99 Time 10 :03				
Sample (adjusted) : 1970 1996				
Included observations : 27 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
VCE	0.488968	0.280015	1.746222	0.0947
VIG	0.969376	0.249899	3.879073	0.0008
VT	1.502504	0.460234	3.264654	0.0035
VVY	0.213437	0.050743	4.206208	0.0004
C	-9585482	3999260	-2.396814	0.0255
R-squared	0.562766	Mean dependent Var		4935244
Adjusted R-squared	0.483269	S.D. dependent Var		18629752
S.E. of regression	13391817	Akaike info criterion		32.98588
Sum squared resid	3.95 E+15	Schwarz criterion		33.22585
Log likelihood	-478.6208	F-statistic		7.079069
Durbin-Watson stat	2.348804	Prob (F-statistic)		0.000803

V = Δ = variation

IP = investissement privé

CE = crédit à l'économie

T = impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

C = constant

IG = investissement gouvernemental ou public

CG = consommation gouvernementale ou publique

Résultat de l'estimation de la fonction de consommation privée (avant application de la procédure d'élimination successive).

LS// Dependent Variable is VCP					
Date : 06/25/99 Time 09 :14					
Sample : 1972 1992					
Included observations : 21					
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	
VCG	-0.581540	0.317077	-1.834066	0.0866	
VCPR	0.167159	0.129644	1.289371	0.2168	
VIR	-1.524871	1.663553	-0.916635	0.3738	
VTINF	17578235	15302985	1.148680	0.2687	
VY	0.838089	0.120842	6.935433	0.0000	
C	-1234187	5523035	-0223461	0.8262	
R-squared	0.780436	Mean dependent Var		24755268	
Adjusted R-squared	0.707249	S.D. dependent Var		18304838	
S.E. of regression	9904109	Akaike info criterion		32.45188	
Sum squared resid	1.47 E+15	Schwarz criterion		32.75031	
Log likelihood	-364.5424	F-statistic		10.66347	
Durbin-Watson stat	2.160323	Prob (F-statistic)		0.000162	

Résultat de l'estimation de la fonction de consommation privée (après application de la procédure d'élimination successive).

LS// Dependent Variable is VCP					
Date : 06/25/99 Time 09 :36					
Sample : 1972 1992					
Included observations : 21					
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	
VCG	-0.575562	0.304520	-1.890063	0.0750	
VCPR	0.152338	0.087125	1.748501	0.0974	
VY	0.776362	0.091442	8.490235	0.0000	
R-squared	0.744882	Mean dependent Var		24755268	
Adjusted R-squared	0.716536	S.D. dependent Var		18304838	
S.E. of regression	9745748	Akaike info criterion		32.31625	
Sum squared resid	1.71 E+15	Schwarz criterion		32.46546	
Log likelihood	-366.1183	F-statistic		26.27779	
Durbin-Watson stat	2.180671	Prob (F-stat istic)		0.000005	

V = Δ = variation

C = constante

CG = consommation gouvernementale ou publique

CP = consommation privée

CPR = CP_{t-1} = consommation privée retardée

Y = P.I.B.

IR = impôt sur le revenu

TINF = taux d'inflation

Résultat de l'estimation de la relation entre dépenses budgétaires d'investissement et productivité du secteur privé.

LS// Dependent Variable is TCR				
Date : 06/25/99 Time 9 :43				
Sample : 1975 1996				
Included observations : 22				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
VIR	0.850049	0.29922	28.40901	0.0000
C	0.004914	0.007519	0.653471	0.5209
R-squared	0.975818	Mean dependent Var		0.216955
Adjusted R-squared	0.974609	S.D. dependent Var		0.026802
S.E. of regression	0.004271	Akaike info criterion		-10.82544
Sum squared resid	0.000365	Schwarz criterion		-10.72626
Log likelihood	89.86320	F-statistic		807.0717
Durbin-Watson stat	1.470326	Prob (F-stat istic)		0.000000

V = Δ = Variation

$$RI = \frac{IG}{IP} = \frac{\text{Investissement gouvernemental ou publique}}{\text{Investissement privé}}$$

TCR = Taux de croissance du P.I.B.

Résultat de l'estimation de la relation entre dépenses sectorielles de personnel et niveau de la production (avant application de la procédure d'élimination successive).

LS// Dependent Variable is Y				
Date : 06/16/99 Time 12 : 17				
Sample (adjusted) : 1965 1996				
Included observations = 29				
Excluded observations : 3 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
AUT	10.93884	2.526711	4.329279	0.0003
DEF	9.554382	4.935480	1.935857	0.0665
DR	-54.09764	31.74870	-1.703933	0.1031
ED	20.08515	7.717806	2.602443	0.0166
ICAM	454.3945	198.3847	2.290472	0.324
IN	-56.58667	45.60220	-1.240876	0.2283
SA	39.62994	17.26397	2.295529	0.321
C	-2535313	117135599	-0.216442	0.8307
R-squared	0.994061	Mean dependent Var		4.24 E +08
Adjusted R-squared	0.992081	S.D. dependent Var		3.09 E+08
S.E. of regression	27465665	Akaike info criterion		34.48585
Sum squared resid	1.58 E+16	Schwarz criterion		34.86303
Log likelihood	-533.1940	F-statistic		502.0985
Durbin-Watson stat	1.818206	Prob (F-statistic)		0.000000

Résultat de l'estimation de la relation entre dépenses sectorielles de personnel et niveau de la production (après application de la procédure d'élimination successive).

LS// Dependent Variable is Y				
Date : 06/16/99 Time 12 : 21				
Sample (adjusted) : 1965 1996				
Included observations : 29				
Excluded observations : 3 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
AUT	12.46293	2.183498	5.707781	0.0000
DEF	9.010539	4.745032	1.898942	0.0702
DR	-73.00437	27.56091	-2.648837	0.0143
ED	18.30237	6.316348	2.897619	0.0081
ICAM	383.9470	164.5059	2.333940	0.0287
SA	45.85327	14.57407	3.146223	0.0045
R-squared	0.993620	Mean dependent Var		4.24 E + 08
Adjusted R-squared	0.992234	S.D. dependent Var		3.09 E+08
S.E. of regression	27199468	Akaike info criterion		34.41941
Sum squared resid	1.70 E+16	Schwarz criterion		34.70230
Log likelihood	-534.2306	F-statistic		716.4469
Durbin-Watson stat	1.675567	Prob (F-statistic)		0.000000

AUT = Autres

DEF = Défense

DR = Développement Rural

Y= P.I.B.

ICAM = Industrie - Commerce- Artisanat- Mines

ED = Education

C = Constante

IN = infrastructures

SA = Santé